LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 248
VENDREDI 22 DECEMBRE 1950
LE NUMERO : 15 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE ANARCHISTE »

La LACHETÉ *serait le* SUICIDE : la solution du courage c'est le 3me Front Révolutionnaire

LA proclamation de l'état d'urgence aux U.S.A. nous a avancé d'un grand pas vers la guerre. A moins d'un événement historique parfaitement imprévisible et qui scellerait un pacte de paix entre les impérialismes de l'Est et de l'Ouest, plus rien ne semble pouvoir arrêter la gigantesque machine de guerre américaine. Plus rien... sauf l'universelle dévastation que la guerre provoquera.

La question qui aujourd'hui se pose est donc de savoir si nous avons encore un répit ou si l'immédiat va nous apporter la catastrophe ?

FAUT-IL ETRE PESSIMISTE ?

A première vue seul le pessimisme parait logique, on ne voit plus du tout comment et par quels méandres diplomatiques les hommes d'Etat peuvent encore gagner du temps, ne serait-ce que deux ou trois ans.

Mais si de la Maison-Blanche ne nous parviennent que les menaces d'une mobilisation quasi générale, si le clan des républicains devient de plus en plus agressif il ne faut pas oublier qu'une telle situation a été provoquée par le Kremlin, centre nerveux de toute la conjoncture internationale. Or, que veut le Kremlin ? La guerre ou la paix ?

La paix sans doute. Mais sachant lo guerre inévitable il manœuvre présentement afin de placer les U.S.A. dans une situation tellement difficile qu'à la limite elle aura toutes les apparences de l'agresseur. Expliquons-nous.

SENS DES EVENEMENTS

Le 25 juin 1950 Staline joue une carte : la Corée. Elle aurait pu être mauvaise, elle se révèle bonne. Les U.S.A. se lancent dans l'aventure subissent les revers que l'on sait, puis d'un coup redressent la situation et arrivent au Yalu. C'est là sans doute que se situe géographiquement le nœud gordien d'une conjoncture voulue et préparée par Staline avec un minimum d'empirisme. La Chine ne peut tolérer que des militaires américains dont on connaît bien les habitudes de butors, s'assurent le contrôle d'une région à laquelle toute l'industrie de la Mandchourie est subordonnée. Elle passe à l'action au moyen des « volontaires », astuce qui lui permet de jouer les neutres. Mais, dressée contre les U.S.A. elle est maintenant l'obligée du Kremlin, la vassale plutôt, et toute menace d'un titisme oriental s'écarte définitivement.

LE KREMLIN GAGNE

Il va gagner encore et ailleurs. Le réarmement américain bien que lui étant défavorable, entraîne fatalement celui de l'Europe. Ce dernier, extrêmement difficile à réaliser, même dans un avenir relativement lointain, ne pourra peut-être même pas présenter un obstacle très sérieux aux quelque 200 divisions russes qui attendent, l'arme au pied. Par contre il va provoquer et provoque déjà un malaise économique et social qui ne peut que s'aggraver, des agitations, des grèves peuvent être aisément prévues, le mécontentement sera général, atteindra toutes les classes et non pas seulement le prolétariat. D'ores et déjà un sentiment relativement nouveau se fait jour : le neutralisme. On sent très bien que personne n'a envie de mourir pour le Kremlin ou pour la Maison-Blanche.

Le climat de psychose de guerre, plus précisément de haine type 1914 souhaité par les gouvernants, fait totalement défaut. On note dans tous les milieux un curieux désintéressement des événements qui pourtant menacent chaque individu. Le réarmement, la guerre d'Indochine, les nouveaux impôts surtout soulèvent la réprobation générale. Personne ne veut entendre parler d'une guerre dont les causes profondes échappent totalement à l'immense majorité qui ne se satisfait plus des mythes pourrissants de la « civilisation chrétienne », du « droit et de la liberté ». De plus, la brutalité, la désinvolture avec laquelle parlent les Américains de la bombe H et autres engins de destruction massive réveillent les souvenirs de la sanglante « Libération » d'hier.

Sur un tel terrain la propagande des « Partisans de la Paix » ne peut que croître et embellir. Encore un petit effort et l'on ne demandera pas mieux de croire qu'au fond l'U.R.S.S. ne veut que la paix, la collaboration entre le capitalisme et le communisme. Ne l'affirme-t-elle pas sans arrêt? Alors pourquoi ce réarmement, ces menaces de guerre, pourquoi la guerre ? La Chine ? La Chine est loin, elle ne concerne pas l'Europe. L'U.R.S.S., par le truchement de ses P.C. exploite à merveille ce climat. Elle joue sur du velours. Et l'on voit même le gouvernement, en particulier celui de France, se débattre dans un embarras visible. L'Angleterre aussi serait plutôt réticente. Le Bloc Atlantique présente des fissures. Gagnant sur le social, par répercussion Staline gagne sur le diplomatique. A la limite imaginons que l'Europe, détachée des U.S.A. se réfugie dans la neutralité. Du coup c'est l'Afrique, c'est le continent eurafricain que perdent les U.S.A. Isolés et face à l'U.R.S.S. ils sont en pleine effervescence guerrière. Les partisans de la guerre préventive gagnent chaque jour du terrain, jusqu'au moment où le moindre coup de pouce les précipite à un coup de folie. Les U.S.A. sont les agresseurs. Staline a gagné. Par dessus l'Eurafrique on risquerait peut-être une politique genre « Front populaire » dont la bourgeoisie s'accommoderait fort bien, l'explication armée des Deux Grands se déroulerait en Asie, dans le Grand Nord, tout débarquement en France étant devenu impossible.

REALITES BELLICISTES

Mais la réalisation d'un tel neutralisme, but que veut atteindre le Kremlin, est bien difficile à entrevoir. La machine militaire américaine est en route, elle progressera beaucoup trop vite pour que ce neutralisme puisse se cristalliser, se matérialiser dans des faits diplomatiques. On a vu Attlee partir à Washington avec la ferme intention sinon de retirer son épingle du jeu du moins de ne pas apporter son accord inconditionnel à la politique de Truman et revenir avec un projet d'alliance et l'assurance d'être pourvu en matériaux stratégiques (ce qui nous désillusionne sur l'abandon anticipé par l'Angleterre du plan Marshall). De son côté Schuman repousse virtuellement l'offre de Grotewohl, fait des déclarations bellicistes à la radio française. Teitgen s'élève contre la neutralité. Courant et contre-courant s'affrontent. Mais ces rumeurs sont de trop peu d'importance pour freiner ou dévier la marche des événements que les peuples subissent à cause de leur passivité. Leur refus moral est impuissant. La lassitude, l'abandon qui frise la résignation autorise les plus redoutables entreprises, entre le neutralisme passif et l'acceptation de la guerre il n'y a qu'un pas.

D'autre part, on peut admettre que les Américains probablement fort capables d'organiser chez eux un dirigisme quasi absolu afin d'élever leurs forces intérieures à la hauteur du totalitarisme russe pourraient obvier aux dangers que présentent la dislocation des économies européennes et les troubles sociaux qui en découleraient. Mais cet effort serait colossal, il leur faudrait armer, financer, voire nourrir quelque 100 millions d'hommes ! Entreprise d'un ordre de grandeur tel qu'elle ne semble réalisable qu'avec l'aide de gouvernements européens « forts », c'est-à-dire décidés à détruire ce qui nous reste de liberté, à organiser un néo-fascisme destiné à abattre le fascisme rouge !

Si le bloc occidental, surmontant tous ces obstacles, réussit à réarmer sérieusement l'Europe, c'est qu'un répit nous est accordé. Mais Staline assistera-t-il sans réagir à un tel spectacle ? Rien n'est moins sûr. On serait plutôt tenté de croire qu'il suffit de la seule mise en route de ce réarmement pour déclencher la guerre car tous les espoirs que Moscou nourrit peut-être quant à une sérieuse division de ses adversaires, ou en des troubles sociaux d'envergure, s'écrouleraient.

L'édification d'un bloc monolithique et puissamment armé de tous les signataires du Pacte Atlantique est quasi impensable. Staline jamais ne pourrait l'admettre.

L'ACTION DE LA FEDERATION ANARCHISTE

De tout cela que conclure ? Nous avons formulé des hypothèses inspirées par les événements et les faits apparents. Qu'elles s'avèrent justes ou fausses ne changera rien à la nécessité impérieuse de mener sans arrêt le combat social. Si un répit nous est accordé il faut que nous l'exploitions à fond.

Directement nous ne pouvons rien sur le plan militaire et diplomatique. Mais indirectement nous pouvons beaucoup. Frapper les deux formes d'asservissement : le capitalisme et le bolchevisme à la source même de leur puissance, LA TOLERANCE DU PEUPLE est toujours possible. LA REVENDICATION INSATIABLE, la grève, la manifestation, toutes ses formes, tous les aspects de l'agitation doivent être en perpétuel état de mobilisation. C'est encore la meilleure réplique à celle que l'on nous prépare. A travers ces luttes, à travers même les sacrifices qu'elles imposent, les hommes peuvent rapidement prendre conscience de leur force TOUTE PUISSANTE s'ils le veulent. Et abandonnant le refus passif donc inefficace et un neutralisme qui, en leur évitant momentanément la guerre finirait par le livrer tôt ou tard à la tyrannie bolcheviste ils doivent AFFIRMER UNE POSITION ET LA DEFENDRE.

LA POSITION 3e FRONT doit gagner rapidement du terrain afin que les insensés du Kremlin et de Washington forcés de tenir compte de la volonté de paix et de COMBAT DES MASSES soient contraints de reculer. Cela si nous avons un répit !

Mais si nous n'en avons pas, si la guerre se déchaine demain, la FEDERATION ANARCHISTE, seule, s'il le faut, luttera.

UN ANARCHISTE S'EVADE D'UN CAMP STALINIEN EN BULGARIE

(Extrait d'une lettre d'un camarade qui a réussi — cas unique — à s'évader du terrible camp de concentration de l'île « Persian », dans le Danube.)

AU camp de Bogdanovdol *où je suis resté plus de 2 ans, le travail consistait à extraire du charbon (trois équipes de roulement), à arracher de vieilles souches, pendant l'hiver (une équipe), à extraire du sable d'une rivière, également durant l'hiver, à fabriquer des briques et enfin, à construire des baraquements. L'arrachage des souches et l'extraction du sable étaient réservés au « groupe disciplinaire », auquel j'ai moi-même appartenu, et qui comportait toujours de 30 à 40 internés...*

Tous les matins, on nous parquait comme des bêtes sur des camions découverts, par un froid de 22 à 26° au-dessous de zéro, pour nous amener à la rivière Konska, à 7 km. du camp. Nous descendions du camion, complètement transis et il nous fallait commencer immédiatement le travail : briser la glace épaisse de 60 cms, pour extraire du sable. Malheur à qui « se noyait » (expression employée par les gardiens pour dire « se mouiller »), il risquait d'avoir les pieds gelés, car la plupart du temps, les gardiens ne permettaient pas de se sécher, et l'on devait ensuite, pour se déchausser, retirer la glace qui s'était formée dans les chaussures ! Malheur aussi, à celui qui était démuni de gants, surtout pour le travail aux wagonnets ! il risquait de s'arracher la peau au contact du métal glacé...

Mais les atroces conditions de travail n'étaient pas encore considérées comme punition suffisante : Souvent

(Suite page 2, col. 4.)

Eglise Catholique ou Eglise Orthodoxe

LORSQUE, dans un procès, les deux parties se sont accordées pour taire certaines choses, — le procès devient incompréhensible aux non-initiés —. De même, les luttes religieuses qui se déroulent « derrière le rideau de fer » sont difficiles à saisir, parce que les deux antagonistes ont le même intérêt à farder la vérité :

Des évêques sont arrêtés ; des cardinaux traduits en jugement ; dans une encyclique fameuse, le pape dénonce « le matérialisme athée ». Qui ne croirait à une lutte de doctrine opposant le christianisme à l'athéisme ?

Des libres penseurs s'y sont laissés prendre — et des plus en renom L'un d'eux écrivait dernièrement : « Quoi qu'on pense par ailleurs du régime soviétique, sur le plan religieux, il a fait du bon travail ».

Si c'était vrai, nous donnerions un bon point à Staline !... Seulement... ce n'est pas vrai. Dans les démocraties populaires, il n'y a pas lutte entre humanisme et christianisme, mais bien entre l'église catholique romaine et l'église orthodoxe russe.

Dès 1945, j'en étais averti. Prisonnier en Allemagne, j'ai travaillé trois ans avec des Russes, soumis au même joug, et considéré par eux comme un frère. Nous connaissions déjà la renaissance chrétienne en Russie, mais nous pensions que c'était un moyen de réaliser « l'union sacrée », comme l'exaltation du patriotisme...

— « Vous n'y êtes pas », nous dirent les Russes derniers venus, ceux que les Allemands avaient raflés pendant la retraite, autour de Minsk ou de Kiev. — « Vous n'y êtes pas. Pour vaincre, nous n'avions pas besoin de l'appui religieux, parce que la religion a perdu toute emprise sur la jeunesse. La renaissance religieuse vise la propagande à l'extérieur. Nous avons relevé, par ordre l'ancienne église orthodoxe presque anéantie pour rattacher à elle les peuples slaves que nous allons délivrer. » C'est ce qu'on fait aujourd'hui.

Déjà l'histoire du salaire des prêtres tchèques aurait dû faire réfléchir. Sous l'ancien régime, le clergé était payé par le gouvernement, le nouveau régime a-t-il changé quelque chose à cela ? A-t-il, du moins, diminué ces traitements ? Non pas ! Il les a augmentés au contraire. Et il a promis des augmentations plus substantielles si le clergé tchèque voulait rompre avec la papauté. En d'autres termes : s'il voulait se constituer en église orthodoxe nationale.

Plus caractéristique encore est l'affaire de Roumanie. Il y avait là trois églises : une église orthodoxe, rattachée au patriarche de Moscou, une église orthodoxe roumaine, et l'église catholique.

La première a toujours joui de la faveur gouvernementale. La seconde fut la plus éprouvée, les arrestations d'évêques accusés de collaboration ou d'espionnage étant conjuguées avec une vaste entreprise de noyautage et de spectaculaires appels à l'unité. Là-dessus, on réunit un concile et, les opposants étant en prison, à l'unanimité, les congressistes, savamment chauffés, ont prononcé le rattachement de l'église roumaine à l'église orthodoxe russe. On ne nous dit pas si le vote eut lieu par appel nominal ou à main levée.

Tout heureux d'être délivrés de toutes les tracasseries suscitées depuis quatre ans, les curés de campagne ont accepté en bloc les décisions du concile. C'est maintenant le tour de l'église catholique, considérablement minorisée, de subir le double assaut : persécutions d'une part, appels à l'unité avec promesse d'un meilleur traitement de l'autre.

La Bulgarie en est au même stade, le deuxième, la Pologne et la Tchécoslovaquie étant encore au premier, la constitution d'églises nationales.

Ce sont là, jeux de docteurs !... Affaires de clergé !... Et même de « haut clergé ». — le petit clergé suivant ses évêques par habitude, mais souhaitant bien que tout s'arrange vite, et qu'il retrouve sa tranquillité, comme en Roumanie. Quant au peuple, catholique ou orthodoxe, il chantera les mêmes cantiques, recevra la même morale abrutisseuse, célébrera Noël dans quelques jours, criera : « Christ est ressuscité » à Pâques, et adorera en tout temps Marie mère de Dieu, reine du ciel et de la terre, avec ou sans virginité.

Y a-t-il là de quoi crier au miracle, ou parler d'humanisme ? Nous avons été trompés, tout simplement.

Pas par les communistes !... Cent fois ils ont affirmé que le culte est libre dans les démocraties populaires. Cent fois ils ont affirmé que les offices sont mieux suivis qu'auparavant. Ils ont appelé le cinéma à leur aide pour le prouver. Ils ont seulement omis de préciser qu'il s'agit du culte orthodoxe... C'est bien leur tour d'opposer aux Jésuites la restriction mentale.

Mais les docteurs catholiques ne veulent pas montrer à leurs fidèles combien il est facile de passer d'une confession à l'autre. Ce serait l'occasion de troubles de conscience sur

(Suite page 2, col. 5.)

REDACTION-ADMINISTRATION
Etienne Guillemau, 145, Quai de Valmy
Paris-10e C. C. P. 5072-44

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
Pour changement d'adresse joindre 25 francs et la dernière bande

PERSPECTIVES ETATIQUES

Réarmement et décrépitude

NOUS ne possédons pas encore de vue d'ensemble du budget, puisque la discussion ne commencera à la Chambre que vendredi 22 décembre sur le seul budget du réarmement. Budget, dont la commission des Finances, accédant à la demande du gouvernement, a admis la priorité par 30 voix contre 13 (communistes) et une abstention, celle de M. Mendès-France. Ce que nous pouvons dire cependant c'est que ce budget se place sous le signe du réarmement et de la décrépitude.

Réarmement : On sait l'ampleur (sic) des prochains programmes : ils doivent permettre la mise sur pied de dix divisions, part de la France à l'effort de sécurité collective des pays du Pacte Atlantique : 103 milliards de dépenses nouvelles s'ajouteront aux 109 déjà prévus pour l'équipement de l'armée. 355 milliards sont prévus en tout pour l'accroissement de notre potentiel militaire.

Réarmement, autour duquel l'union sacrée est en train de se réaliser. M. Diethelm a fait au nom du R.P.F., un exposé financier, dont il ressort que les parlementaires de son groupe voteront tous les crédits militaires qui leur seront demandés, à deux conditions toutefois :

1) que ces crédits soient effectivement destinés à couvrir des dépenses de réarmement ;

2) que le gouvernement ne pose pas mal à propos de la question de confiance.

Il serait des plus comiques en effet de voir le R.P.F., parti d'opposition, accorder sa confiance au gouvernement Pleven qu'il a si souvent vomi, et M. Diethelm, qui n'est pas né d'hier, a dû s'en rendre compte.

Réarmement, encore, lorsque MM. Pierre Montel (P.R.L.) et Joubert (P.R.L.) déposent l'amendement suivant : « Pour l'exercice 1951 les ressources du fonds de Défense nationale évaluées à 335 milliards de francs, dont 165 de majorations fiscales, seront fournies à concurrence de 165 milliards par une réduction sur la masse des dépenses prévues pour les budgets civils ». Vous avez bien lu : réduction de 165 milliards sur les budgets civils.

*

Réarmement, disons-nous, voyons maintenant la décrépitude. Décrépitude financière qui pourrait avoir d'ailleurs des conséquences fort fâcheuses pour le régime tout entier.

Décrépitude, les moyens employés pour le financement des nouvelles dépenses. Emprunt, impôt et inflation,

(Suite page 2, col. 1.)

SUR LE 38e PARALLÈLE

LE mois dernier, un de mes compatriotes s'est embarqué pour le 38e parallèle. Il n'était pas seul, ils s'en allaient dix, équipés de pied en cap et rien ne leur manquait, pas même un bouton de guêtres.

Tous les dix ont dit adieu à leurs familles qu'ils ne reverraient que dans quatorze mois. C'était un départ bien émouvant.

Ils emportaient avec eux une sorte de maison préfabriquée — en réalité, les pièces en bois d'une cabane démontable — des appareils de météorologie, d'hygrométrie et de radio, des ballons-sondes et des vivres pour toute leur longue absence.

Ils ont pris passage sur un bateau italien qui les débarquerait sur le 38e parallèle.

Là, plus d'un an durant, ils vivront dans la solitude et dans la paix, sans voir d'autres hommes et ils n'auront rien à redouter des crises militaires, monétaires, budgétaires qui nous guettent et nous menacent du haut de la manchette de tous les journaux.

Oh ! qu'ils seront tranquilles, tous les dix, sur le 38e parallèle !

Car il s'agit, vous l'avez deviné du 38e parallèle austral — et non du 38e parallèle septentrional sur lequel s'est déchaînée la furie guerrière des Coréens, des Américains et des Chinois.

Ces dix jeunes gens s'en allaient à l'île de la Nouvelle Amsterdam, terre isolée et volcanique, perdue au milieu de l'immensité de l'océan Indien, pour une mission scientifique, sur le 38e parallèle austral.

Là, pendant un an, coupés du monde, ils ne verront que les flots qui battent continuellement ce bloc de lave escarpé de 66 kilomètres carrés de superficie et de 930 mètres de haut. Sur le 38e parallèle de latitude sud, ils trouveront un sûr asile de paix, tandis que d'autres trouveront l'horreur et la mort sur le 38e parallèle Nord.

Ils seront bien enviables sur leur rocher farouche, où ils vont dresser leur embryon de société, véritable « lieu de genève » comme en rêvent certains...

Espérons toutefois que leur mission scientifique aura toute cette signification de paix et ne préparera pas pour plus tard, sur le 38e parallèle austral de ces équipées sanglantes comme en connaît, hélas, celui de notre hémisphère !

Pierre-Valentin BERTHIER.

Les 100 frs du "LIB"

ont déjà été versés par près de **300 dévoués camarades,** pour une ou plusieurs semaines. Mais pour que VIVE LE "LIB", **500 camarades souscriront**

(Voir en page 2, la 2e liste de souscription

chaque semaine !

LES RÉFLEXES DU PASSANT

Pauvres députés !

ETRE traité publiquement de vendu, de pourri, de faisan; affronter la promiscuité des agents électoraux et autres souteneurs; ne négliger aucune bassesse, aucune compromission, se laisser cracher au visage et, de surcroît, dépenser une fortune en affiches, tournées apéritives et pots-de-vin, voilà à quoi sont astreints ceux qui briguent un mandat de député.

Oserait-on contester que des avantages matériels doivent compenser de tels sacrifices ? Eh bien ! il n'en est rien ! Ecoutons M. Deixonne, le valeureux militant socialiste. A l'occasion d'un rajustement du minimum vital législatif qui vient d'être porté à 117.000 calories, il s'est écrié :

« ...Après avoir réglé nos frais de chemin de fer, de voiture, de secrétariat, de double logement, nous serions pourtant contents de recevoir l'équivalent du salaire d'un ouvrier qualifié. Et j'avoue que si l'on m'offrait de recevoir 30.000 francs par mois et de mettre tous mes frais à la charge de la collectivité, j'accepterais volontiers. »

Tout commentaire risquant d'affaiblir cette argumentation, je me permettrai seulement d'ajouter que 117.000 francs par mois sont un salaire qui ne permet pas une existence décente. A moins de s'encanailler, de vivre comme vous et moi. Mais les représentants du peuple sont forcément au-dessus de celui-ci. Ils doivent rouler voiture et rouler de banquet en gueuleton, avoir à leur disposition appartements et villa et le reste; en un mot, les députés doivent vivre dignement. C'est bien la moindre des choses. Ne possèdent-ils pas la science infuse ? Tour à tour leur maîtrise s'exerce dans les domaines les plus variés : ils sont avocat, marin, architecte, cultivateur, policier, stratège, fleuriste, cuisinier et même charlatan ! Or, nous les acculons aux méthodes de la reprise individuelle ! Au scandale ! C'est pourquoi, de Panama à la Cour des Comptes, en passant par Oustric, Stavisky, Peyré, les 100 millions d'Arras, l'affaire des haricots, des pneus, des points textiles, et j'en oublie, la nécessité les a poussés et les pousse à falsifier les comptes, à cultiver l'art vinicole dont M. Gouin est le représentant incontesté !

Il faut en finir ! Le rouge me monte au front lorsque je pense que mon député est nécessairement un faisan. Une résolution s'impose : Il faut supprimer le pourrissoir. Il faut que les députés, Deixonne en tête, aillent voir de quoi il retourne à l'usine, aux champs, dans la mine. Il faut que, eux aussi, puissent enfin bénéficier des lois sociales, du minimum vital et de la retraite des vieux. Et ce sera justice.

OLIVE.

LETTRE D'UNE LECTRICE

La femme face à la guerre

UNE fois de plus, la guerre nous menace. Une fois de plus, on nous raconte des balivernes, balivernes pour faire partir les hommes, balivernes pour faire procréer les femmes.

Et si les appels du général de Gaulle sont loin, si les primes à la naissance n'emballent plus guère les jeunes, l'Eglise, elle, reste au premier rang pour propager la formule : « Croissez et multipliez. » Si Madame désire le mariage religieux, Monsieur n'a qu'à s'incliner (c'est le cas de nombreux « communistes »); si Madame désire un enfant, Monsieur n'a qu'à s'exécuter, et ceci dans 80 cas sur 100, au moins, malgré les apparences qui veulent que Monsieur soit le « maître au foyer ». Dans les pays très catholiques, la question est encore plus simple. Mais ces femmes qui procréent sous le signe du patriotisme, des primes à la naissance, de la grandeur de la France et de l'Eglise réunies, pour qui procréent-elles au juste ?

Laissons à M. Georges Duhamel, de l'Académie, le soin de nous l'apprendre : « Les biologistes (?) nous expliquent que... les vies humaines sauvées par le génie de Jenner, de Pasteur et de Fleming, se trouvant finalement encombrantes, il devient nécessaire d'organiser tous les vingt ans, tous les dix ans, un grand massacre. » Et d'affirmer, avec un cynisme écœurant, que la population du globe est en pleine croissance, alors que « la production de nourriture n'augmente pas, au contraire ». Mais, Monsieur le très catholique et très académicien Georges Duhamel, qui donc fait faire autant d'enfants en Italie, par exemple ? Qui donc tient tant à ce que les jeunes filles soient complètement ignorantes, si complètement que leur premier enfant leur arrive juste neuf mois après leur mariage, si complètement qu'elles continuent par la suite au rythme le plus accéléré possible ? Et il faut vraiment faire partie de l'Académie pour croire que les gens continueront à marcher longtemps encore à ce tarif : une guerre tous les vingt ans, ou tous les cinq, en attendant mieux ! Il faut vraiment être académicien pour ne voir à la surpopulation du globe que ce remède ! N'y a-t-il pas d'autres moyens, plus inoffensifs, pour ralentir cette effrayante progression de la population du globe ? Pour ma part, je suis absolument outrée par l'ignorance des gens, aussi bien à Paris qu'en province. Pourquoi ne divulguerait-on pas, entre autres, les célèbres lois découvertes par les grands savants Ogino et Knauss, lois qui fixent avec précision la période de fécondité de la femme dans la période intermenstruelle ? Pourquoi ne met-on pas à la disposition des femmes les dernières découvertes des savants, au lieu de les entretenir dans une ignorance dangereuse ? Pourquoi ? Alors que chaque couple pourrait, demain, décider du nombre d'enfants que ses moyens physiques, moraux et financiers lui permettent d'élever. Mais, à cette maternité intelligente, et librement décidée, on opposera de nombreux « arguments » :

— On nous rétorquera que cette liberté ne manquera pas d'amener une nouvelle cause de désaccord dans la vie du couple. Je le nie. Quand un homme et une femme s'unissent pour s'entraider, pour se faire part mutuellement de leurs connaissances et de leurs découvertes, pour s'élever et s'épanouir ensemble, et non pour s'exploiter réciproquement dans les limites et hors des limites du contrat de mariage, ils veulent des enfants, d'un commun accord, et même d'un commun besoin, au moment où les circonstances leur sont les plus favorables.

On nous dira aussi que les maternités équilibrent le système nerveux de la femme. Allons donc ! Qui n'a jamais connu de femmes à la santé détraquée par des maternités trop rapprochées, et surtout par le surmenage causé par un travail toujours plus écrasant pour élever des enfants trop nombreux ! Et la guerre... tous les dix ans... l'équilibre-t-elle, ce système nerveux ?

Et puis, on nous rétorquera que la femme ne voudra plus d'enfants et qu'elle préférera « s'amuser »... Or, si, dans la société actuelle, il est des femmes et des filles qui ont besoin de la prostitution, plus ou moins publique, ce n'est pas sur elles qu'il faut juger l'ensemble des femmes. Je pense, au contraire, que cette nouvelle liberté développera une franchise entre les deux sexes, qui est loin d'exister actuellement et qu'elle apportera bien des révélations psychologiques et morales.

Tout excès porte en lui-même sa punition. Alors, pourquoi les femmes, prévenues, et assurées de pouvoir élever dignement leurs enfants, refuseraient-elles de transmettre la vie ? Et quand bien même certaines d'entre elles tomberaient volontairement dans cette erreur ?

Reste la question des races. Si nous ne faisons plus de blancs en quantité suffisante, quel sort nous réserveront les autres races, beaucoup plus prolifiques diront certains ? Pour ma part, je pense que les femmes jaunes, noires ou autres ne seront pas plus mécontentes que nous-mêmes de connaître les découvertes du docteur japonais Ogino et, qu'elles aussi, préféreront cette solution au massacre. C'est seulement une question d'organisation économique et d'éducation autant morale que sexuelle, puisqu'il faut, d'une part, agir de façon à conserver la santé et l'équilibre de chaque individu, d'autre part, que chacun et chacune renonce au faux bonheur de dominer son prochain.

En ce qui me concerne, j'ai compris, hélas trop tard, ce qu'étaient « ces grands massacres qu'il est nécessaire d'organiser tous les vingt ou tous les dix ans ». J'ai payé, au point de vue santé, ma contribution aux deux dernières guerres. Cela me suffit ! Depuis douze ans, je me prive de l'immense bonheur d'être mère, et ce n'est pas la conclusion de M. Duhamel (qu'on dit Ambassadeur de la Pensée française), qui ne voit qu'une seule issue : « Trouver une formule d'équilibre... Trouver un négociateur de génie, un adroit manieur de peuples, un ordonnateur de masses en effervescence... sans être un autoritaire »; non, ce n'est pas une conclusion aussi claire, aussi lumineuse, aussi constructive qui pourra me convaincre ! Ce ne sont pas des formules aussi vides qui me donneront confiance dans l'avenir !

Et je leur opposerai la revendication de la liberté totale de la conception, grâce à l'éducation sexuelle et morale de l'individu.

Solution sans doute plus efficace que cet « ordonnateur de masses », sorti tout armé du cerveau fumeux de notre académicien.

Mme DEFABIANIS.

PAUL GILLE est mort

C'est le 19 novembre au matin que notre ami, le penseur Paul Gille a rendu le dernier soupir. C'était une personnalité belge notoire qui dirigea la Section des Sciences Philosophiques à l'Institut des Hautes Etudes de Bruxelles.

La mort du maître constitue une perte douloureuse pour le monde intellectuel dont il était l'une des plus hautes valeurs, et aussi pour le monde libertaire : auteur célèbre, à la mesure des Reclus et Kropotkine, il avait publié divers livres importants, tel que « Essai d'une philosophe de la dignité Humaine », « La Grande Métamo.phose » etc. ; ce dernier paru depuis peu à Paris et édité par les soins des Presses Universitaires de France.

Toute son œuvre est basée sur les conceptions libertaires, et constitue un apport extraordinaire à à l'étude de la science et de la philosophie moderne...

Les dernières années de Paul Gille furent particulièrement douloureuses, car il souffrait d'une paralysie qui lui rendait tout déplacement impossible... Cependant malgré ses 80 ans passés, il n'en continuait pas moins, allongé dans un fauteuil, à se dédier à un travail intellectuel, remuant des idées pour construire plus solidement l'édifice moral de la société nouvelle.

Deux semaines avant sa mort, Paul Gille fit parvenir à nos camarades espagnols l'original de sa dernière étude : un opuscule sur l'influence de la philosophie chinoise dans l'évolution de la pensée, et le rôle tenu par cette philosophie dans la synthèse des idées modernes.

Cet ouvrage (1), mieux qu'aucune apologie ne saurait le faire, présentera Paul Gille à ceux de nos camarades qui ne l'ont pas connu.

« LIB ».

(1) « La Pensée chinoise est son rôle dans la grande synthèse humaine », formera un petit volume de 30 pages. Il sera prochainement en vente au « Libertaire », au prix de 50 francs.

RÉARMEMENT ET DÉCRÉPITUDE

(Suite de la première page)

préconise M. Pierre-Etienne Flandin. Originalité, où vas-tu donc te nicher ?

Décrépitude, la fuite de l'épargne, que M. Jean Fabiani, de « Combat », a fort bien analysée dans son article du 17 décembre, où il note : « l'emprunt ne peut financer le réarmement, l'emprunt ne peut combler le déficit effectif de 600 milliards... Quant au concours de l'Epargne M. Petsche sait parfaitement qu'il serait illusoire de l'espérer... Minceur de l'épargne disponible... Les Français préfèrent dépenser leur argent que le confier à l'Etat, etc., etc... »

Décrépitude, les restrictions de crédits, pourtant socialement utiles.

1) Réduction de crédit à l'Electricité de France : 93 milliards et demi en 1951, contre 98 en 1950. Réduction qui risque de provoquer une pénurie aiguë d'énergie électrique. Soulignons en passant qu'Electricité de France était loin d'être déficitaire puisque son rapport de gestion pour 1949 se chiffre à 121 milliards de recettes et 100 milliards de dépenses.

2) Réductions aux « Charbonnages de France » avec une menace grave portant sur les centrales minières. Réduction des crédits d'investissement à « Gaz de France » qui va l'obliger à ajourner certains grands travaux, et conduira à l'asphyxie progressive, selon les milieux autorisés, d'un service public dont tout permettait d'envisager le relèvement prochain.

3) Réduction de la construction, malgré les déclarations optimistes de M. Claudius Petit. Réduction que M. Grunebaum-Ballin, président de l'Office public d'habitations de la Seine, dans une lettre à « Franc-Tireur » nous fait toucher du doigt : « Ne pensez-vous pas qu'il conviendrait que vos lecteurs sachent : Que 50.000 candidats dont 25.000 prioritaires, sont inscrits à notre office depuis cinq, six années et davantage ;

— que les 3.500 logements prévus par la Préfecture de la Seine ne satisferont qu'une faible partie des demandes d'ici juillet 1952 ;

— que 20.000 demandes nouvelles s'ajouteront aux précédentes ;

— que des crédits de l'ordre de 15 milliards nous seraient nécessaires, ceux actuellement promis s'élèvent à 307 millions.

Dans l'hypothèse la plus favorable, ces crédits permettront de mettre en chantier et en location, fin 1952, 150 logements (150 logements, vous avez bien lu !) ».

Et M. Grunebaum-Ballin conclut : « C'est dire que l'activité constructive de notre Office (Office public d'habitations de la Seine) est à l'heure présente presque complètement paralysée ».

Décrépitude, disions-nous au début de notre article, M. Grunebaum-Ballin dit, lui, **paralysie.** Nous lui laissons la responsabilité de ses déclarations.

Mais depuis longtemps déjà les Gouvernements sacrifient les dépenses civiles aux dépenses militaires, depuis longtemps déjà les solutions financières qu'ils emploient sont bien peu originales.

Réarmement et décrépitude financière sont donc des phénomènes propres à la structure capitaliste de notre économie et bien connus, les économistes les ayant souvent analysés. Ils ne font, tout au plus, que s'accentuer et menacer dangereusement notre pouvoir d'achat, notre bien-être matériel. Il est un phénomène nouveau (pas pour nous), mais dont l'évidence n'échappe plus aux économistes bourgeois que nous soulignerons pour terminer. C'est l'intervention de plus en plus large de l'Etat dans le domaine financier, en particulier, et dans tous les domaines en général, intervention qui limite de plus en plus la liberté économique et la liberté tout court de chaque individu.

Nous consacrerions des pages à ce fait. Laissons, pour être brefs, la parole à M. Jean Claude, du **Figaro** :

S'adressant à M. Edgar Faure, ministre du Budget, il écrit : « Vous nous avez spirituellement montré l'évolution du budget suivant les transformations de l'Etat lui-même, de l'Etat patrimonial à l'Etat gendarme, de l'Etat providence à l'Etat faustien (défini par Jean Marchal). Vous semblez vous méfier — et combien justement — de cet Etat faustien (ou méphistophélesque ?) et cependant vous avez défendu avec des arguments bien subtils une politique de large intervention de l'Etat dans les investissements de la Nation. Vous critiquez des modalités de cette intervention, telles que la nationalisation, mais vous adoptez, sans réserves, semble-t-il, son principe... Je refuse pour ma part de me laisser enfermer dans ce spécieux raisonnement. »

La philosophie budgétaire, si nous comprenons bien, mène à tout. Mènerait-elle à l'Anarchisme ?

Henry MAY.

Fédération Anarchiste

La Vie des Groupes

1re RÉGION

LE HAVRE. — Les camarades lecteurs et sympathisants à notre idéal sont invités à s'adresser au secrétaire de la Libre pensée le 27 décembre 1950, à 18 h. 30 qui transmettra.

LILLE. — Pour le Service de librairie, écrire ou voir Georges Laureyns, 80, rue Francisco-Ferrer, à Fives-Lille (Nord).

2e RÉGION

LOUISE MICHEL, XVIIIe. — Réunion de groupe jeudi 28 décembre, au local habituel. 1° propagande pour l'année 1951 ; 2° règlement financier de fin d'année. Présence indispensable.

PARIS-XIXe. — Réunion tous les mercredis, local habituel.

PARIS-EST : Réunion réservée aux militants. Lundi 25 décembre, à 21 heures, salle Pacra (12, Bd Beaumarchais). Présence de tous indispensable.

AULNAY-SOUS-BOIS. — Le groupe invite tous les militants et sympathisants aux réunions qui se tiendront tous les samedis, à 20 h. 30, au « Petit Cyrano », place de la Gare.

CLAMART-ISSY-LES-MOULINEAUX. — En vue de la formation d'un groupe, écrire F. A., 145, quai de Valmy, Paris (10e).

MONTROUGE - CHATILLON - SOUS - BAGNEUX. — En vue de la formation d'un groupe, voir ou écrire à : Paulette Girard, 18, rue Pierre-Semart, à Châtillon-sous-Bagneux.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE ET BOUGIVAL. — SERVICE DE LIBRAIRIE. — Camarades, Amis, sont priés de passer commande aux adresses ci-dessous, en indiquant les jours et les heures qui vous seront les plus favorables. Les militants du groupe s'offrent bénévolement à assurer les livraisons à domicile de livres, brochures et journaux.

BOUGIVAL. — A la permanence (de 19 h. 30 à 20 h. 30), 5, quai Boissy-d'Anglas, chez Roger Carde.

SAINT-GERMAIN. — S'adresser aux vendeurs du Lib', le dimanche, de 9 h. à 12 h. (en face « Monoprix »).

CROISSY. — Au porteur du Lib'.

LE PECQ-MONTESSON. — Aux vendeurs à domicile.

3e RÉGION

REIMS. — Un service de librairie se tient tous les dimanches matin au marché J.-Jaurès, angle rue J.-Jaurès et Bd Jamin. Vente, location et prise de commande de livres, brochures, journaux, etc. Pour tout ce qui concerne cette librairie, s'adresser à : Lermillier Maurice, 222, rue J.-Jaurès.

4e RÉGION

LORIENT. — Libertaires et sympathisants. Pour renseignement : tous les jeudis, de 19 h. à 19 h. 45, café Bozec, quai des Indes.

NANTES. — Le Groupe Francisco Ferrer reprend sa permanence tous les samedis, de 18 h. à 20 h., rue Jean-Jaurès, n° 33.

Adresser correspondance à Henriette Le Sehedic (même adresse).

LE MANS. — Le groupe libertaire se réunit le premier vendredi de chaque mois, à 20 h. 30, salle 18, Maison Sociale.

S'adresser pour renseignements et adhésions à Paul Mauger, 14, avenue L.-Cordelet (quartiers Hôpital-Ville Maillet) ou à Raymond Beaulaton cheminot, 51, rte de Ruaudier (quartiers Ponthieu-Maroc).

Un service de librairie fonctionne.

SAINT-NAZAIRE. — Pour venir en aide au journal, libertaires et amis sont invités à passer chez Bidé Félix, bâtiment F 1 (3e étage), groupe Gambetta, le dimanche, de 10 heures à midi, qui transmettra les fonds recueillis.

5e RÉGION

MACON - GERMINAL. — Tous les camarades désireux de participer au Mouvement Anarchiste Français sont invités à se mettre en relation avec le camarade Chanroux Marcel, Pierreclos (S.-et-L.).

LYON CENTRE. — Tous les samedis, de 16 h. 30 à 19 h., permanence, librairie, adhésions, cotisations.

7e RÉGION

THIERS. — Pour Thiers et la région, pour abonnements, librairie et propagande, les camarades sont priés de se mettre en relation avec Dugne Rémy, aux Fichardies, Thiers (Puy-de-Dôme).

9e RÉGION

BORDEAUX. LIBRAIRIE SOCIALE. — Tous les dimanches, Vieille Bourse du Travail, rue Lalande, 42, de 10 h. à 12 h. On y trouve livres, brochures et toute la presse

ROYAN. — Cercle Makno. Un groupe de sympathisants libertaires est formé. Pour renseignements s'adresser à Sanchez Marcel, Maine Arnaud, à Royan.

12e RÉGION

MARSEILLE - SAINT - ANTOINE. — Le groupe anarchiste de St-Antoine convoque tous les compagnons anarchistes et les sympathisants de Marseille, à une réunion qui aura lieu le dimanche 17 courant, à 9 heures du matin, au Bar Provence, cours Lieutaud. Ordre du jour de la réunion : Réorganisation de la propagande à Marseille et sa région.

13e RÉGION

NICE. — La seconde conférence de notre camarade Britel a vu une affluence plus grande que la précédente, ce qui prouve que nos auditeurs ont été satisfaits et, certainement, ont parlé autour d'eux de nos idées. Nous ne doutons pas que, le 5 janvier, une assistance nombreuse vienne discuter le plan de l'administration des choses que nous proposons, et qui couronnera les deux exposés au cours desquels notre camarade a tracé les rapports de la production et de la consommation mis au service de l'homme.

Nous donnons exceptionnellement notre conférence le mercredi 17 janvier, au Café de Lyon, le 18 étant le jour respecté des Niçois, « l'arrivée de Carnaval ».

Courrier Administratif

COMMISSION DE PRESSE La Commission (rédaction-lecture) se réunira tous les samedis à 19 heures.

Le Secrétaire : **DEVANÇON.**

Les groupes sont priés de commander le matériel FA, timbres et cartes, et de régler ce qui est dû.

Le Comité de Gestion.

ESPERANTISTES ANARCHISTES

N'oubliez pas de payer votre abonnement à Senstatano, 200 francs par an à Etienne Guillemau, C.C.P. 50-7244.

RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

1re RÉGION

LILLE

SAMEDI 30 DECEMBRE

à 20 heures

Au Café Alphonse, 13, rue du Molinel

Prolétaires !
on vous mène à la guerre
Refusez de vous battre !
UNISSEZ-VOUS

*

13e RÉGION

NICE

21 DECEMBRE

Café de Lyon

La Commune libertaire

*

NICE

5 JANVIER

SALLE CARLONIA

« Le Plan de l'Administration des choses »

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant
19, r. du Croissant, Paris-8e

LES DEUX ÉGLISES

(Suite de la première page)

le plan individuel, et sur le plan politique un dangereux exemple. Mieux vaut crier à l'athéisme, agiter le spectre des persécutions et préparer les fidèles à une croisade anti-soviétique pour recouvrer les églises perdues.

Au surplus, que ces événements s'accompagnent d'une certaine décristianisation, rien que de naturel. Quand les bergers se battent, les fidèles s'émancipent. Dans leurs disputes, ces messieurs s'assènent parfois des vérités propres à ouvrir les yeux de quelques-uns. Mais cela ne va pas loin, et le gouvernement n'y est pour rien.

Une autre décristianisation existe, — réelle celle-là, — mais limitée aux membres du parti. Il ne faut pas que les cadres du régime soient arrêtés par des morales ou des métaphysiques périmées. Mais quoi ?... N'en est-il pas de même chez nous ? Nos bons bourgeois croient-ils au petit Jésus ? Pas si bêtes : Ils soutiennent l'église « parce qu'il faut une religion au peuple », et voilà tout. Les personnages officiels des démocraties populaires assistent, en uniforme, aux cérémonies de leur église, comme vont à la messe M. Herriot et M. Vincent Auriol. Il n'y a pas à en être fiers, ni d'un côté ni de l'autre.

*

Repousser tout ce qui vient de Russie par haine du stalinisme, c'est d'un sectarisme facile et maladroit; mais tout accepter de parti-pris, c'est d'un fanatisme grégaire et dangereux.

Nous ne voulons pas prendre des vessies pour des lanternes, ni la religion chrétienne orthodoxe pour de l'humanisme. Qu'un protestant devienne catholique, ou qu'un catholique devienne orthodoxe, je ne vois pas ce que l'esprit humain peut y gagner.

Paul LAPEYRE.

Camp Stalinien

(Suite de la première page)

on nous privait de repas si la norme n'était pas atteinte; le soir, les gardiens faisaient leur rapport sur les « saboteurs » et ceux-ci étaient immédiatement punis : on les privait de dîner et on les obligeait à rester debout toute la nuit, par un froid insupportable. Le lendemain, les punis devaient repartir au travail...

Personne, d'ailleurs, ne savait ni quand ni pourquoi il serait puni. Le soir, lors de l'appel, le capitaine Guerchanoff commençait par vociférer : «Bande de salauds ! On aura votre peau! » Puis, il faisait lire la liste des « saboteurs » et des « paresseux ». Ceux-ci devaient se présenter au bureau du directeur du camp et attendre longtemps leur tour d'être « interrogés » par le capitaine Guerchanoff *et le directeur* Nicoloff. *Ces derniers faisaient mettre les victimes à genoux et leur donnaient des coups de pied dans les reins pour qu'ils se « détachent » (l'expression est d'eux). Après un tel « interrogatoire », les malheureux urinaient du sang pendant au moins une semaine. Pour finir, on dépouillait les internés des quelques vêtements chauds dont ils pouvaient être munis et on les envoyait au cachot — cabine légèrement construite. Ils restaient de 10 à 15 nuits, à « l'hôtel », (selon le mot des gardiens...). Pendant la journée, ils étaient cependant astreints au travail ! Il faut absolument voir de ses propres yeux celui qui a passé la nuit dans le cachot, pour avoir une idée exacte de ce qui s'appelle trembler de froid : Impossible de dormir, on risquerait de geler; on ne fait que trembler; on claque des dents, on grelotte de tous ses membres — chaque cellule du corps tremble ! Nombreux sont ceux qui ont eu une déformation des os, pour avoir subi le froid qui régnait dans le cachot...*

L'équipe disciplinaire se composait d'anarchistes, d'agrariens et de socialistes. Il n'y avait là que quelques fascistes, utilisés surtout comme espions, entre autres, l'ancien chef de Police: Vlaykoff. Les fascistes étaient d'ailleurs, traités en favoris. Exemples : les « Commentaires politiques » dont on nous gratifiait, étaient faits par Dilo Chopoff, l'ancien speaker de Radio-Donau (Allemagne Nazie).

Dans les autres équipes, le sort des internés n'était guère plus brillant. Ceux qui travaillaient à la mine, par exemple, partaient le matin sans escorte, se tenant par le bras pour ne pas tomber sur la route verglassée, car dans ce cas, ils étaient sévèrement punis, sous prétexte « d'entrave au bon ordre de la colonne ».

A Noël, tous les groupes, en général, étaient exemptés de travail, sauf bien entendu, le groupe disciplinaire qu'on envoyait travailler dans la mine. Une fois, alors que nous sortions péniblement de cette mine, les gardiens nous ont obligés à nous asseoir dans l'eau; deux camarades, le député agrarien Stéfan Dimitroff et l'anarchiste Christo Koleff, restés debout furent forcés, à coup de crosses, de s'asseoir également. Le soir après « l'interrogatoire » traditionnel, ils se virent condamnés à dix nuits de cachot, et pendant qu'ils purgeaient cette peine, ils urinèrent du sang...

C'est ainsi que les staliniens « rééduquent » leurs ennemis politiques.

K. ATANASSOFF.

N.-B. — Nous espérons pouvoir publier prochainement le récit de l'évasion de notre camarade.

Les 100 frs du "Lib"

Beranger	200
Reveillar	1.000
Seux	500
Bony	250
Demaire	1.000
R. Marron	1.000
R. Berthet	300
A. Breton	500
Bouligeon	205
Flazanet	400
Weiller	100
David L.	650
Kerbas J.	860
Marinus R.	500
Baldacci J.	500
Desiamps	510
Ruault	100
Deloble A.	105
Albertin	260
Gle La Ciotat	1.000
Sébastiani	400
Denegri	100
Bonnet Ch.	500
Beney C.	305
Castrique F.	100
Croccetti	400
Duval	500
Cibil	1.000
Péduto	100
J. Mahe	675
Guy Allaire	2.000
Verdonck	1.540
Dugne	400
José	50
Almeras	105
Dauphant	200
Blond L.	105
Sierra B.	405
G. Departout	500
Gambarelli	1.500
Fitte Jean	100
Hoffer	100
Gil R.	300
Duquelzar E.	90
Grandet-Jo-Henry S. et Arru.	500
Palix	300
Mauget	150
Dhermy	100
Trelluyer	200
F. Sanchez	105
Duclaux	500
Escarguel	280
Buatois	155
Rousseau P.	2.000
Périer A.	750
Roche F.	1.000
Nouvellon	100
Hamel H.	105
Gauthier	500
Belperon	400
Alvarez	200
Grevin A.	560
Pêche miraculeuse	1.500
Famille de Pêcheur sous-marine	2.000
René et José	800
Padix	100
Cannac	500
Bernard	180
Dehez Marc.	100
Victor Céas	500
Animulo	100
P. V. Berthier	100
Moessner	100
Chanvres J.	1.200
Carretier P.	500
V. R. Jules	400
Gilbert	100
Bidé F.	500
A. Antaldi	100
E. Gardebout	500
Joaquim Faro	100
Palix	500
A. Copetti	500
Jacquelin P.	200
Bidi - Claude et Gaby	500
Mabire	100
Dhedin	200
Elèves de l'école du Militant de Marseille	1.200
C. Faitout	500
Vivier R.	100
Nicolas	500
Fouquet	500
Dzenziolsky	110
Dexeter-Wabrof.	100
Bonnel	200
Guitton	200
Laureyns	100
3 Espagnols FAI	210
Carlier-Hanquez	100
Filliol de Lens.	200
Fossati	405
H. Delahaye	1.000
Mouscron, Belg.	500
Fourneret	100
Devriendt	100
Constantin	400
Mme Rigal	100
Insti. du Finistère	500
D. Morin J.	2.000
Souscript. Jean.	1.000
G. et R. Godeau	300
Peduto A.	400
Brest J.-J.	100
Mazeau	405
Mayer Antibes	100
Luce et Roland.	1.000
Mauget	100
Castaing	450
Grinard	205
Lasfargues	420
Prevotel	500
Vincent G.	400
Castrigue	205
Ferrer	500

CULTURE ET RÉVOLUTION

LES ANARCHISTES AU PAYS DE TITO

Camps de concentration

Une grande enquête du "Lib" par **Joé LANEN** (VI)

ARMEE ET POLICE « POPULAIRES »

La multiplicité des organes de police et d'armée ne signifie pas qu'il y ait en Yougoslavie une décentralisation du pouvoir d'Etat. Cette décentralisation est, au contraire, un gage d'efficacité du système coercitif. Car en définitive l'appareil policier et militaire ne dépend que du seul Rankovitch. L'O.Z.N.A., l'U.B.D.A., ainsi que toutes les autres formes de police, ne sont pas des milices populaires, telles que les concevaient les communards de 71, les soviets de 1917 à l'origine, et les révolutionnaires d'Espagne. L'appareil militaire ne représente le prolétariat en armes que s'il est contrôlé, dirigé et composé par celui-ci. En aucun cas il ne pourrait dépendre d'une « superstructure » sous peine de dégénérer en police d'Etat, au service exclusif de celui-ci, et contre les travailleurs,

CAMPS DE CONCENTRATION

C'est plutôt camps de rééducation que nous devrions dire. N'oublions pas les richesses du vocabulaire yougoslave. Ici il s'agit de « camps de rééducation ». Et ils sont nombreux. Qu'il soit voleur, trafiquant, paysan rebelle, mécontent ou oppositionnel, le condamné se verra expédier vers les « camps de rééducation ». A l'exception de certains personnages importants qui « bénéficient » de la prison de Zagreb, tel Mgr Stepinac, dispensé de l'obligation qu'a tout prisonnier de travailler et disposant même d'une dactylo pour écrire ses mémoires (1).

Le système concentrationnaire yougoslave est tout aussi odieux, inhumain, arbitraire, que le système stalinien.

Certes, la déportation massive n'existe pas à la même échelle. Mais n'oublions pas que la Yougoslavie ne possède pas de « Sibérie ».

Les internés participent aux travaux les plus exténuants, pour lesquels la main-d'œuvre fait défaut : barrages, assainissement des marais, etc... Un travailleur de Belgrade nous signalait l'existence de camps de concentration dans les mines d'argent de Slovenie.

Nous n'avons pu voir aucun de ces camps. Avec une évidente mauvaise volonté, les dirigeants yougoslaves nous laissèrent toujours supposer que nous aurions le privilège d'en visiter un... jusqu'au jour où nous avons franchi la frontière italienne.

Mais un communiqué de Tanjug (n° 274, du 26 août 1950), rédigé de telle sorte qu'il laissait supposer que tous les brigadistes y souscrivaient, nous apprenait : « Après une visite au camp de prisonniers kominformistes, la délégation composée des brigades françaises, anglaises et vietnamiennes, déclare : « Contrairement aux affirmations de la presse kominformiste, nous avons pu sans aucune difficulté nous entretenir avec les prisonniers. Le comportement à leur égard n'a rien de mauvais et les persécutions dont parlent les kominformistes sont une simple calomnie. La délégation a constaté que les prisonniers n'ont pas une mauvaise nourriture et qu'ils ne font pas un travail de bagnards. Dans le camp, la délégation a trouvé une bibliothèque, des journaux et la radio. »

Il n'aura donc pas suffi à ces « délégations » de constater la misère des travailleurs yougoslaves et de l'applaudir comme un témoignage irréfutable du marathon vers le socialisme, il leur faut également justifier les camps de concentration ?

Nous tenons à préciser que : 1° il n'y a pas que les « Kominformistes » dans les camps de Tito. On y trouve les militants oppositionnels de toute tendance : anarchistes, socialistes, démocrates etc... (2). La barbarie concentrationnaire serait-elle moins odieuse et condamnable parce que les victimes qu'elle frappe ne sont que des « Kominformistes » ? Dans d'autres pays on les appelle trotkystes, judéo-maçonniques ou espions de l'impérialisme américain.

2° L'autorisation de visiter ces « camps-échantillons » fait partie d'une démagogie raffinée. Longtemps avant Tito, Hitler avait organisé en grande pompe de telles visites et les délégations internationales de l'époque, triées sur le volet ont été agréablement surprises par la propreté et l'ambiance des camps hitlériens et elles ont protesté à leur retour contre les « calomnies » de la presse anti-fasciste. L'aurait-on oublié du côté du P.C.I. ?

3° Dans les camps nazis il y avait également des journaux (nazis), une bibliothèque (choisie) et la radio (pour les discours officiels et les marches militaires). Buchenwald possédait tout cela, avec des douches — et l'eau chaude — mais ces installations n'ont rien d'humanitaire. Elles font partie du système concentrationnaire moderne.

4° Le comportement à l'égard des kominformistes n'a rien de mauvais ?... Comme s'il ne suffisait pas de les interner ? Faudrait-il qu'ils soient liquidés par le gaz ou par une balle dans la nuque pour que ces « brigadistes » se révoltent ? Auraient-ils oublié que l'Etat a besoin d'eux et que de ce fait l'administration pénitentiaire est contrainte de leur accorder certains sacrifices ? Nos camarades ont vu les prisonniers du camp de Jablanitsa se rendre à leur travail enchaînés ensemble. Cela est-il humain ? comment une « délégation » ose-t-elle, après une visite préparée affirmer que le traitement des prisonniers n'a rien de mauvais ?

Nous ne sommes pas dupes d'une prapagande justifiant le système concentrationnaire. Les camps de Tito, comme ceux de Staline ou de Franco, sont à l'image de leur despotisme et doivent être dénoncés avec la même vigueur.

(A suivre.)

Dans notre prochain numéro, suite et fin de notre enquête « Les Syndicats et le Parti ».

(1) Cité également par Jean Renald dans son enquête objective sur la Yougoslavie (« Paris-Presse-L'Intran »). La libération prochaine de Mgr Stepinac serait envisagée à Belgrade, à la requête du Département d'Etat et des milieux ecclésiastiques américains.

(2) Les trotskystes ne connurent pas le bonheur de la « rééducation ». Quelques balles dans la peau leur épargnèrent cette étape vers la dictature du prolétariat.

LE MÉDECIN : Un travailleur comme les autres !

Au moment où, par l'intermédiaire de la Sécurité Sociale deux catégories de travailleurs s'affrontent ou risquent de s'affronter quotidiennement, les médecins d'une part, les salariés d'autre part, nous pensons qu'il est intéressant de renseigner ces derniers sur ce qu'est le corps médical, la profession médicale, ce que les malades peuvent en attendre et quels sont leurs intérêts dans la société actuelle.

D'abord à quel milieu appartiennent les médecins ? Si avant la guerre il était presque exclusivement bourgeois, formé même pour une bonne part de familles de médecins, depuis il a beaucoup changé et actuellement le corps médical est représentatif de tous les milieux. On peut dire que c'est un bien, dans l'ensemble ; encore est-il bon de faire quelques réserves, des souvenirs pénibles, des débuts difficiles pouvant inciter certains à se rattraper immodérément.

Comment devient-on médecin ? Après sept ans d'études. Elles forment des praticiens connaissant leur métier dans la mesure où ceux qui, sanctionnent l'enseignement, tant théorique que pratique prennent conscience de leur responsabilité.

Ce n'est pas toujours le cas.

Quoi qu'il en soit, la formation professionnelle de l'étudiant repose surtout sur sa conscience, c'est-à-dire sur le désir qu'il a de s'instruire. On ne peut pas dire que les étudiants en médecine ne travaillent pas ; malgré tout, lorsque on est jeune, on ne se rend pas toujours compte de ce que l'on doit faire et puis faut-il encore que l'on ne vous décourage pas (les stagiaires des hôpitaux me comprendront).

La plupart s'installent à la fin de leurs études ; ils ont en moyenne 25 ans.

A côté de cette masse de médecins il y a ceux que l'on pourrait appeler les « seigneurs » ou les « titrés ». Ce sont ceux qui déjà au cours de leurs études ont passé des concours pour avoir vraiment la possibilité de travailler, se perfectionner et par le fait même, acquérir ultérieurement une situation plus brillante. Ils ont en moyenne 28 à 30 ans quand ils s'installent. Cette catégorie représente approximativement 2 % de médecins (les chirurgiens non compris, ceux-ci étant pratiquement maintenant tous d'anciens internes).

Enfin, il existe un petit nombre d'étudiants (tendant d'ailleurs de plus en plus à grandir), qui continuent bénévolement, la plupart d'ailleurs pour se spécialiser ; mais ceux-ci ont alors commencé le plus souvent avant d'avoir achevé leurs études normales. A ce propos, il faut noter l'engouement qui se manifeste pour la spécialisation, depuis qu'existe la Sécurité Sociale. Il atteint même des praticiens déjà installés. Nous verrons tout à l'heure pourquoi. Je signale que, théoriquement, il faut trois ans d'études spéciales.

Je voudrais tout de suite en profiter pour attirer l'attention sur la hiérarchie que le public établit entre les différentes catégories du corps médical. On a tendance à considérer le chirurgien comme un homme supérieur au médecin et il a pour lui une bien plus grande considération. Il en est un peu de même du spécialiste. Pourquoi donc ? En grande partie pour cette raison monstrueuse que les uns et les autres se servent d'instruments. L'intelligence pure ne compte pas, mais ce que l'on honore, consciemment ou non, c'est l'outil. Notons en passant que cette tendance d'esprit est un des aspects du danger que court notre civilisation et qui a été bien mis en évidence, notamment dans « La 25e heure » et dans « De la machine à l'Homme ».

Que l'on considère plutôt un instant les connaissances de plus en plus étendues que doit posséder un médecin, la « gymnastique » intellectuelle qu'il doit faire pour arriver au diagnostic d'une maladie, une parmi des milliers, plus ou moins différentes les unes des autres et d'autant plus, d'ailleurs, que selon l'aphorisme classique « il n'y a pas de maladies, il n'y a que des malades ». Tout médecin a pu vérifier la véracité de cela pour établir son diagnostic et surtout, peut-être, pour traiter, deuxième tâche difficile du praticien qui s'aperçoit que le médicament convenant à l'un ne convient pas à l'autre, qui pourtant, apparemment, a la même affection. Porter un diagnostic, traiter, ce n'est pas tout ; le médecin digne de ce nom doit prévenir, et du point de vue social, n'est-ce pas l'essentiel ?

Les Chinois, disaient déjà : « Soigner ce qui n'est pas encore malade est d'un ouvrier supérieur. L'ouvrier médiocre soigne seulement ce qui est déjà malade ». Mais c'étaient des sages. Si dans notre société actuelle, quoi qu'on en dise, la prophylaxie ne peut jouer qu'un rôle illusoire (disons en passant à ceux qui songeraient aux vaccins qu'il n'est pas sûr qu'ils soient anodins ni efficaces) il n'en sera plus de même demain, lorsque la révolution aura libéré l'individu d'une foule de soucis qui l'usent et rendent inopérants traitements et conseils.

Enfin, le médecin est appelé à connaître et à résoudre des problèmes affectifs, sexuels, sociaux.

Cette tâche magnifique mais ardue est faite de subtilités intellectuelles et morales dont s'embarrasse forcément beaucoup moins le chirurgien qui doit le plus souvent supprimer un ou plusieurs organes pour guérir, ou du moins essayer.

Personnalité, tempérament, ont-ils encore un sens en chirurgie ? D'ailleurs son domaine se restreindra à mesure que la Médecine fera davantage de progrès et surtout que la prophylaxie deviendra active et efficace. Mais du moins que l'on n'aille pas me faire dire que je considère actuellement la chirurgie comme nuisible ou inutile, ni non plus que le chirurgien est un simple mécanicien ; ce serait évidemment stupide.

Sur le plan humain, le cas du spécialiste n'est pas tellement différent, malgré les apparences. En effet, son domaine suppose une division de l'individu en secteurs, en tranches, qui est choquante et n'est pas sans gravité. Il ne faut pas perdre de vue que l'homme n'est pas une juxtaposition d'organes, mais un tout où ceux-ci apparaissent plus ou moins liés fonctionnellement.

Les limites que s'impose nécessairement le spécialiste font qu'il n'a plus une vision d'ensemble de la pathologie, qu'il a tendance, tout naturellement, à ne voir dans les symptômes observés qu'une atteinte de l'appareil (c'est-à-dire de l'ensemble des organes) dont il s'occupe.

Quoiqu'il en soit, le spécialiste serait-il inutile ou même nuisible, lui aussi ; devrait-il disparaître ? Bien sûr que non ! Les connaissances médicales se sont accrues dans des proportions telles qu'il serait absolument impossible à un seul individu de les embrasser toutes et puis de traiter correctement. Alors ? Eh bien ! un malade ne devrait pas aller de lui-même, chez un chirurgien ou chez un spécialiste, comme cela se produit de plus en plus (sauf pour des traumatismes, bien sûr ou quelques cas particulier, psychiatriques, notamment). C'est le médecin qui après *un examen approfondi* doit diriger le malade vers le chirurgien ou vers tel ou tel spécialiste, qui ne doivent être que ses auxiliaires. Lui seul, est capable d'interpréter les renseignements qu'on lui aura fournis, en les confrontant avec ses propres constatations, lui seul peut faire la synthèse de tous les résultats et aboutir au diagnostic exact ou du moins le plus approché possible. C'est-à-dire que c'est lui qui devrait garder l'initiative du traitement.

Evidemment j'ai défendu un point de vue et je connais beaucoup de chirurgiens ou de spécialistes qui hausseraient les épaules s'ils lisaient cet article, se souvenant de certains cas où des praticiens n'avaient pas montré tant de capacités ? Je connais aussi des malades qui n'ont pas eu à se louer de ne pas être allé directement chez le spécialiste. Mais il ne faudrait tout de même pas généraliser et je pense que la règle de conduite ci-dessus est la seule qui soit saisonnable.

J'ai parlé tout à l'heure de diagnostic et de traitement ; je ne voudrais pas continuer sans attirer l'attention sur ce qui relie obligatoirement celui-ci à celui-là : il n'est pas de traitement correctif, donc efficace, sans diagnostic exact. Les malades l'oublient trop souvent, qui veulent être traités selon leurs vues, qui imposent moralement au moins, leur thérapeutique, plaçant leur médecin devant ce dilemme : agir selon sa conscience, ne pas employer tel médicament qu'ils lui suggèrent et les perdre, ou utiliser un produit inefficace ou même nuisible pour les garder. Le cas le plus fréquent et malheureusement le plus grave se pose à propos des états fébriles et de l'emploi des sulfamides et des antibiotiques (pénicilline, notamment).

Que l'on sache bien, qu'une température élevée n'a souvent rien d'alarmant, que la découverte de son origine nécessite parfois une observation sans traitement, qui est sans danger, mais que l'on peut mourir de l'emploi inconsidéré d'antibiotiques, car le jour où ils seront indispensables, ils n'agiront plus ; c'est ce qui est déjà en train de se produire pour la pénicilline.

Dr JEANMAU.

(A suivre.)

LE CALENDRIER 1951

du LIBERTAIRE

est paru

D'une présentation artistique impeccable, 2 couleurs, rouge et noire, avec feuillets mensuels, sur fort carton, au prix de 80 fr., franco 95 fr. C.C.P. E. Guillemau 5072-44.

A chaque lecteur du « Libertaire », un calendrier du « Libertaire ».

LES LIVRES

« LE GRAIN SOUS LA NEIGE »

d'Ignacio SILONE

Si l'action se déroule dans le même cadre et le même milieu que « Fontamara » (1) nous n'avons retrouvé que par éclairs l'âpreté et la vigueur de ce dernier roman. Là, des personnages taillés à la cognée évoluaient sur de la lave, ici ils sont ciselés par un poète. Nous préférions le bûcheron, et la première manière convenait mieux à ce peuple de « cafoni », véritables serfs du XXe siècle, à ces régions dures et hostiles.

D'autre part, la « traduction définitive » ne nous a pas paru excellente. Elle gagnerait à devenir provisoire.

Dans « Le Grain sous la Neige », (2) Silone nous conte l'histoire d'un militant révolutionnaire traqué découvrant la fraternité et faisant de cette fraternité, de cet amour du prochain, sa vie même. Ce saint laïque prêchera donc l'amour aux pauvres, mais aussi la révolte et l'orgueil. Quittant le refuge sûr et confortable assuré par sa famille, il partagera la vie de deux « cafoni » des plus humbles. Pour finir, méprisant la grâce que lui offre le régime fasciste, il se chargera volontairement du crime d'un innocent de village, son ami. Voilà pour l'action.

Il faut bien comprendre ce curieux mélange de chrétien et de socialiste que nous semble être Silone après la lecture de son roman : son héros ne partage pas le pain de la misère par devoir, par résignation ou par humilité comme le ferait un chrétien, ni par foi militante comme l'aurait pu faire un socialiste (3), il le fait parce que là seulement il trouve l'amour et la paix.

Cette fraternité, c'est le grain qui germe sous le linceul glacé de la misère du monde, c'est la vie ; et quand son héros se livre à la police du « Duce » pour un crime commis par un autre, ce n'est pas seulement le Rédempteur rachetant les crimes de la terre, c'est surtout l'espoir, l'espoir en l'homme.

Silone, faux chrétien aux conceptions pas très catholiques de la chose sociale, mise sur l'homme comme bien peu de ses pareils l'ont fait. Là il est près de nous, avec nous.

S'il fait confiance à l'homme, il le juge aussi : nous sommes tous responsables, peu ou prou, de la misère et de la bassesse humaine, mais il ne faut pas désespérer, car si ce sont les pauvres qui portent la croix, c'est en eux que se sont réfugiés tous les espoirs de la Rédemption, tous les espoirs d'une amélioration de la condition humaine.

Silone, c'est le socialiste d'il y a une génération, et c'est aussi l'humaniste chrétien. Dépêchons-nous de le lire tant qu'il n'est pas définitivement gâté par la politique. Il n'est que temps, Silone vient de prendre la direction d'un parti politique italien. Le socialiste et l'humaniste sont donc bien malades, nous surveillerons l'évolution qui ne va pas manquer de se produire chez ces moribonds.

R. CAVAN.

(1) Fontamara. En vente au quai de Valmy (315 fr.; franco 340 fr.).
(2) En vente à la Librairie.
(3) Deux suppositions toutes gratuites. En connaissez-vous des socialistes ou des chrétiens qui partagent volontairement le sort des humbles ?

MARX vu par PROUDHON

MISERE DE LA PHILOSOPHIE, de Karl Marx, en réponse à la PHILOSOPHIE DE LA MISERE, de M. Proudhon. Avec une introduction historique et les annotations marginales de Proudhon sur son exemplaire (1).

Cette édition nouvelle d'un ouvrage qui a fait époque, se signale par deux apports caractéristiques.

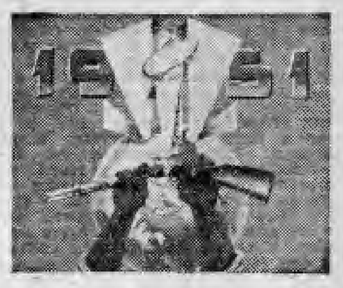
Une introduction historique suit pas à pas les conditions dans lesquelles Proudhon écrivit son ouvrage Système des contradictions économiques ; elle étudie les relations qu'il eut, par hasard, avec Karl Grün qui, devenu son traducteur et son ami, le mit en rapport avec les réfugiés allemands du Vorwärts, parmi lesquels se trouvait Karl Marx. Dans l'hiver 1844-1845, celui-ci eut avec Proudhon des entretiens plein d'aménité sur des sujets philosophico-économiques. Mais, après son expulsion de France, n'ayant pu obtenir de Proudhon qu'il acceptât d'être le correspondant du Comité de Bruxelles, et apprenant l'influence qu'avait acquise Grün dans les milieux allemands de Paris, Marx, pour la combattre, décida de répondre à l'ouvrage de Proudhon. Ce fut la Misère de la philosophie où, pour la première fois, il exposait la conception matérialiste de l'histoire.

Les annotations de Proudhon sur son exemplaire établissent qu'il considérait comme non fondées les observations de Marx. Tantôt il prétend que Marx dénature sa pensée, tantôt qu'il le calomnie, tantôt que Marx est mécontent de voir qu'ils pensent de même tous deux.

Quoi qu'il en soit, cette nouvelle édition met définitivement au point les relations très controversées des deux grands socialistes.

(1) Costes éditeur. En vente à la Librairie, 300 fr. (franco 355 fr.).

CALENDRIER S.I.A. 1951



Ce magnifique calendrier de S.I.A. doit être dans tous les foyers antifascistes. Le réclamer à E. Guillemau, 145, quai de Valmy, C.C.P. 5072-44.

HISTOIRE DU MOUVEMENT ANARCHISTE

par J. MAITRON

Ce remarquable ouvrage de 1.024 pages a valu à son auteur en mai 1950, le titre de docteur ès lettres avec mention très honorable, par un jury où figuraient : MM. Renouvin, Bourgin, Dolléans, Labrousse et Tapié, tous spécialistes des questions sociales ou historiques. En voici le sommaire :

1re Partie : Naissance du mouvement.
2e Partie : Le mouvement anarchiste en France de 1880 à 1894 (fin de la « propagande par le fait »).
3e Partie : Le mouvement anarchiste en France de 1894 à 1914.
4e Partie : La philosophie de l'anarchie et le point de vue marxiste.
Annexes : Documents inédits.
Bibliographie : (200 pages). Documents d'archives. Périodiques, Brochures et livres.

L'HISTOIRE DU MOUVEMENT ANARCHISTE sera éditée par S.U.D.E.L. si le nombre de souscripteurs atteint 750 au 15 janvier 1951.

Les souscriptions seront reçues dès maintenant au siège de notre organisation.

Prix de souscription : 1.050 francs dont 600 francs à la souscription ; 450 fr. à la parution.

Après parution le prix sera porté à 1.250 francs.

Souscrivez et faites souscrire vos amis par virement de 600 fr. ou de 1.050 fr. (le prix du volume), à notre C.C.P. (Etienne Guillemau, 145, quai de Valmy, Paris-10e. C.C.P. 50-2-44).

SERVICE DE LIBRAIRIE

Nos prix marqués entre parenthèses indiquent **port compris**

CE QU'EST L'ANARCHISME

LYG : Vers un monde libertaire : 15 fr. (25 fr.). — **S. PARANE** : Les Anarchistes et la Technocratie, 20 fr. (30 fr.). — **F. A.** : Les Anarchistes et le Problème Social, 20 fr. (30 fr.). — **P. KROPOTKINE** : L'Anarchie, son Idéal, sa Philosophie, 30 francs (40 fr.); Aux Jeunes Gens, 15 fr. (25 fr.). — **R. ROCKER** : De l'Autre Rive, 3 fr. (8 fr.). — **Y. FOUYER** : Réflexions sur un monde nouveau, 5 fr. (10 fr.). — **F. ROTHEN** : La Politique et les Politiciens, 20 fr. (30 fr.). — **BARBEDETTE** : Pour la Justice Economique, 10 fr. (20 fr.). — **M. BAKOUNINE** : L'Organisation de l'Internationale, 5 fr. (10 fr.). — **P. GILLE** L'Intégration Humaine, 10 fr. (20 fr.). — **T. L.** : La Laïcité, 12 fr. (22 fr.). — **IGNOTUS** : Asturies 1934, 12 fr. (22 fr.). — **A. PRUDHOMMEAUX** : Catalogne Libertaire (1936-1937), 40 fr. (55 fr.). — **G. LEVAL** : Anarchisme et Abondancisme, 20 fr. (30 fr.) — **E. RECLUS** : L'Anarchie, 15 fr. (25 fr.). A mon Frère le Paysan, 10 fr. (20 fr.). — **L. MICHEL** : Prise de Possession, 30 fr. (40 fr.). — **MALATESTA** : Entre Paysans, 15 fr. (25 fr.). — **ERNESTAN** : Tu es Anarchiste, 20 fr. (30 fr.). — **J. GRAVE** : La Société mourante et l'Anarchie, 180 fr. (215 fr.).

ETUDES

VOLINE : La Révolution Inconnue, 450 francs (520 fr.). — **M. BAKOUNINE** : Révolution Sociale et la Dictature Militaire, 210 fr. (240 fr.). — **P. GILLE** : La Grande Métamorphose, 150 fr. (180 fr.). — **S. FAURE** : Mon Communisme, 260 fr. (290 fr.). — **G. LEVAL** : L'Indispensable Révolution, 150 fr. (180 fr.).

CRITIQUES SOCIALES

RHILLON : La Ligue du Progrès et l'Interprétation Marxiste, 5 fr. (10 fr.). — **E. RECLUS** : La Peine de Mort, 5 fr. (10 fr.). — **J. DUBOIN** : L'Economie Distributive, 100 fr. (115 fr.) — **E. BERTH** : Guerre des Etats et Guerre des Classes, 200 fr. (230 fr.). — Du Capital aux Réflexions sur la Violence, 150 fr. (180 fr.). — **PRADAS** : La Crisis del Socialisme (en espagnol), 50 fr. (65 fr.). — La Révoglucion y el estado (en espagnol), 100 fr. (130 fr.). — **J. BURNHAM** : L'Ere des Organisateurs, 300 fr. (330 fr.). — **ERNESTAN** : La Contre-Révolution Etatiste, 15 fr. (20 fr.). — **R. LUXEMBOURG** : Réforme et Révolution, 90 fr. (105 fr.). — **M. YVON** : Ce qu'est devenue la Révolution Russe, 60 fr. (75 fr.). — **V. SERGE** : Le Nouvel Impérialisme Russe, 40 fr. (50 fr.). — **R. LOUZON** : L'Ere de l'Impérialisme, 80 fr. (95 fr.). — **M. COLLINET** : La Tragédie du Marxisme, 380 fr. (410 fr.). — **C.A. BONTEMPS** : Le démocrate devant l'autorité, 120 fr. (135 fr.) — **P.-L. TOMORI** : Qui succédera au Capitalisme ? 40 fr. (50 fr.). — **M. GRAHAM** : Pour la Liberté de Pensée violée, 10 fr. (15 fr.). — **E. de la BOETIE** : Discours de la Servitude volontaire, 300 fr. (330 fr.). — **G. LEVAL** : Le Communisme, 40 fr. (55 fr.) — **DWIGHT MACDONALD** : Partir de l'homme, 150 fr. (180 fr.). — **A. CILIGA** : Lénine et la Révolution, 40 fr. (50 fr.). — **KARL MARX** : Le Manifeste Communiste, 180 fr. (210 fr.). — **LASHORTES** : Qu'est-ce que le Prolétariat ?, 15 fr. (25 fr.).

REVUES

« Etudes Anarchistes », n°s 2, 3, 5 et 6, le N°, 40 fr. — « La Révolution Prolétarienne », le N° 40 fr. — « Défense de l'Homme », le N° 40 fr. — « L'Unique », le N° 25 fr. — « L'idée libre », le N° 25 fr. — « Pensée et Action », le N° 32 francs.

SYSTEMES TOTALITAIRES

D. ROUSSET : L'Univers Concentrationnaire, 180 fr. (210 fr.). — Les Jours de notre Mort, 570 fr. (640 fr.). — **A. KOESTLER** : Le Zéro et l'Infini, 300 fr. (330 fr.). — Le Yogi et le Commissaire, 240 fr. (270 francs). — **E. KOGON** : L'Enfer organisé, 300 fr. (345 fr.). — **J. VALTIN** : Sans Patrie ni Frontières 595 fr. (665 fr.). — **M. CEYRAT** : La trahison permanente, 150 fr. (180 fr.). — **F.A.C.B.** : Les Bulgares parlent au monde, 50 fr. (60 fr.). — **A. ROSSI** : Physiologie du Parti Communiste Français, 480 fr. (550 fr.). — **M. BUBER NEUMANN** : Déportée en Sibérie, 295 fr. (325 fr.). — **V. SERGE** : L'Affaire Toulaev, 380 fr. (425 fr.); S'il est minuit dans le siècle, 180 fr. (210 fr.). — **Guy VINATREL** : L'U.R.S.S. concentrationnaire, 150 fr. (180 francs). — **J. MARGOLINE** : La Condition inhumaine, 630 fr. (675 fr.). — **SANDOR GARAY** : Volontaires pour la potence, 225 francs (255 fr.). — **GREGOR VASSILIEF** : Mon amie Vassia, 390 fr. (420 fr.). — **Marc DVORJETSKI** : Ghetto à l'Est, 375 fr. (405 francs). — **A. CILIGA** : Au pays du mensonge déconcertant, 300 fr. (330 fr.); Sibérie, terre de l'exil et de l'industrialisation, 360 fr. (405 fr.).

HISTOIRE

A. SERGENT et **G. HARMEL** : Histoire de l'Anarchie, tome I, 750 fr. (845 fr.). — **LISSAGARAY** : Histoire de la Commune, 400 fr. (445 fr.). — **CRAPOUILLOT** : Histoire de la Guerre (fasc. 1), 250 fr. (295 fr.). — (Fasc. III), 250 fr. (295 fr.). — (Fasc. IV), 300 fr. (345 fr.). — (Fasc. V), 300 fr. (345 francs). — Bobards 39-45, 300 fr. (330 fr.). — **François BARRET** : Histoire du Travail, 90 fr. (105 fr.). — **DOLLEANS** : Histoire du Mouvement ouvrier (tome I 1838-1871), 450 francs (495 fr.). — (Tome II 1871-1936), 450 francs (495 fr.). — **ALEXANDRE** : Avènement de la France Ouvrière, 210 fr. (240 francs). — **L. LOUVET** : Découverte de l'Anarchisme, 25 fr. (35 fr.). — **B. FOUGERE** : La Vie Héroïque de Rosa Luxembourg, 40 fr. (50 fr.). — **DOMMANGER** : Jacques Roux, le curé Rouge, 100 fr. (130 francs). — **Ida METT** : La Commune de Cronstadt, 100 fr. (130 fr.). — **P. LAPEYRE** : De Gaulle tout nu, 25 fr. (30 fr.). — **A. LORULOT** : Les Crimes de la Colonisation, 20 fr. (30 fr.). — **HEM DAY** : Le Fascisme contre l'Intelligence, 15 fr. (25 fr.). — **A. KOESTLER** : Analyse d'un miracle, 600 fr. (645 fr.). — **André et Dori PRUDHOMMEAUX** : Spartacus et la Commune de Berlin 1918-1919, 150 fr. (180 fr.).

Prière d'ajouter 25 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondrons pas des pertes postales, si le colis n'est pas recommandé. Tous les envois de fonds doivent parvenir à E. GUILLEMAU, 145, quai de Valmy, Paris (Xe), C.C.P. 5072-44.

SAMEDI 23 DECEMBRE
Paul RASSINIER
auteur du « Mensonge d'Ulysse »
dédicacera son livre
de 14 à 19 heures
à la Librairie
145, quai de Valmy, PARIS (10e)

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :-: La terre aux paysans

DANS LA METALLURGIE :

Ce que prépare la Commission des Conventions collectives

LES syndicats des métaux parisiens C.G.T.-C.F.T.C. - F.O.-F.I.T.C.A.M.-C.G.C. viennent à la Commission des salaires de faire une déclaration commune :

Elle affirme ne vouloir conclure qu'une seule convention collective qui devra comporter expressément :

1) Le salaire minimum régional professionnel de l'ouvrier ou de l'employé sans qualification ;

2) Les coefficients hiérarchiques afférents aux diverses qualifications professionnelles ;

3) Tous les éléments ayant trait à la rémunération : travail au temps, aux pièces, à la prime et au rendement.

Le jour où ces syndicats auront fait aboutir ces deux premiers points le patronat pourra se flatter d'une belle victoire. Il laissera aux travailleurs l'illusion d'avoir arraché quelque chose et se préparera à distribuer des dividendes. Les ouvriers attendront-ils de constater que ces mesures ne font qu'aggraver leur sort pour nous écouter ?

Nous n'avons cessé de démontrer que la hiérarchie ne peut s'élever que sur la misère du plus grand nombre. Elle n'a d'ailleurs le plus souvent comme résultat pratique non d'élever les cadres, mais d'abaisser les ouvriers. (Nous avons exposé ceci plus complètement dans notre article de la semaine dernière « le vrai visage de la hiérarchie »).

Quant au 3e point de cette déclaration, les syndicats ne se proposent rien moins que d'entériner la réaction syndicale la plus avérée. Il ne peut avoir pour conséquence qu'une surexploitation des travailleurs. Les syndicats qui se réclament du Marxisme feraient bien de relire leurs classiques. Voici ce qu'écrivait Marx du travail aux pièces :

« Théoriquement, la pièce est payée le prix de la journée de travail, divisé par le nombre que peut en fournir un ouvrier moyen travaillant avec une intensité moyenne. Si la productivité du travail augmente, le prix de la pièce baisse dans la même proportion. L'ouvrage doit être d'une qualité donnée et c'est là une source inépuisable de prétextes pour opérer des retenues sur les salaires. La rétribution aux pièces pousse l'ouvrier par intérêt personnel, à tendre sa force le plus possible, ce qui facilite au capitaliste l'élévation de l'intensité ordinaire du travail et la prolongation de la journée intensive.

« Le bas prix des pièces oblige à travailler plus intensivement et inversement le travail intensif réduit le prix des pièces. Cela revient pour l'ouvrier à faire un certain nombre de pièces pour rien. Ce pouvoir de disposer d'une quantité de travail non payé devient la base constante d'un salaire misérable.

« En même temps, des différences physiques entre les travailleurs ajoutées aux rivalités que ce genre de travail développe, il s'ensuit une élévation de salaires individuels sur le niveau général accompagné d'un abaissement de ce niveau. »

Quoique non-marxiste nous ne pouvons que souligner la justesse d'un tel raisonnement, son actualité et faire nôtre la conclusion de Marx : « Tout ceci démontre que le salaire aux pièces est la forme de salaire la plus convenable au mode de production capitaliste. »

Evidemment le principe est le même pour les diverses primes au rendement.

La C.G.T. a beau faire des campagnes contre les « cadences infernales », cela n'empêche pas qu'elle en est la première responsable. En faisant accepter le travail aux pièces par les ouvriers au temps du retroussage des manches elle savait jusqu'où cela irait. Aujourd'hui elle récidive.

Au moment où toute sa propagande est axée sur l'unité, elle veut établir un système de rémunération qui individualise les travailleurs, crée et attise des rivalités, en un mot ruine la solidarité. C'est cela qui, à nos yeux, est le plus grave.

Les travailleurs, qui, du temps où la C.G.T. améliorait leurs conditions de vie, n'hésitaient pas à aller saboter les outils de ceux qui travaillaient aux pièces, jugeront.

NOBLA.

A FORCE OUVRIÈRE

Quand les crabes s'agitent...

Il n'a fallu que quelques jours à « Force Ouvrière », après son Congrès National, pour connaître ses premières crises intérieures. Celles-ci résultent vraisemblablement des déclarations fort gênantes faites à la tribune par M. Ghislaire, des Services Publics et de Santé, et M. Cardet des municipaux de Toulouse.

Au cours de la réunion du 17 novembre 1950, une véritable partie de pancrace mit aux prises les distingués secrétaires confédéraux et les nouveaux administrateurs. En effet, il y avait à régler la question du sieur Mathot, lequel, on doit le rappeler, s'est taillé un assez joli succès journalistique en coordonnant entre ses mains (sales) l'impression et la diffusion de plusieurs journaux d'Unions Départementales : Var, Bouches - du - Rhône, Alpes-Maritimes, Puy-de-Dôme, et différentes Fédérations dont celle des Postiers et des Métaux.

Une discussion très vive opposa Lapeyre à Léon Chevalme, secrétaire de la Fédération des Métaux, auquel on reproche d'être le président du B.E.D.E.S., organe subventionné par le C.N.P.F. Dans une atmosphère de passion, les plus vifs reproches furent adressés à plusieurs militants et Chevalme, ne pouvant répondre aux attaques dont il était l'objet, préféra se retirer de la Commission Exécutive en disant qu'on ne le reverrait plus.

Le Bureau Confédéral, en la personne de Robert Bothereau, fidèle défenseur de P. Mathot, ne put éviter la désignation d'une commission d'enquête composée de Sidrot (Fédération des Employés), Robert (Travailleur de l'Etat), Cochinard (U.D. Marne), Tribie (Fonctionnaire) et Bomal (Services Publics et de Santé).

La crise est donc ouverte à F.O. et on n'a pas fini de brasser le linge sale, malgré tous les appels au calme d'un Bothereau de plus en plus minable.

D'autre part, même sur les questions de tactique l'accord ne règne plus, puisqu'à l'occasion de la participation de Lafon à une conférence internationale à Strasbourg, un membre du Bureau Confédéral, Richard, s'éleva avec énergie contre la diplomatie secrète de ses collègues confédéraux. Présentant une résolution qui fut mise aux voix, Richard obtint l'unanimité moins deux voix, ce qui constitue un blâme sévère pour le Bureau Confédéral.

Gare Montparnasse

« Le Libertaire » dénonçait il y a quelques semaines les actes de sauvagerie de la police des chemins de fer et nous citions des faits qui s'étaient passé à la gare Montparnasse où des cheminots avaient été obligés de s'accuser eux-mêmes de vols qu'ils n'avaient pas commis sous les menaces des policiers.

Notre camarade Le Tulzo, délégué F.O. près du directeur de la région Ouest a élevé à la dernière conférence des délégués du personnel de la région Ouest une énergique protestation contre les actes de sauvagerie des policiers de la S.N.C.F. Brébion, délégué C.G.T., s'est joint à la protestation de Le Tulzo.

Cette énergique protestation a été prise en considération par la S.N.C.F. et nous en profitons pour rappeler à tous nos camarades qu'ils ne doivent répondre aux interrogatoires des policiers S.N.C.F. que s'il y a un délégué du personnel ou un représentant syndical présent à l'interrogatoire.

LA SÉCURITÉ SOCIALE

doit être l'expression de la solidarité ouvrière !

« L'ANNONCE D'UN DEFICIT BUDGETAIRE probable de l'ordre de 600 milliards n'a donné lieu, aussi bien à gauche qu'à droite, qu'à peu de commentaires, lesquels ne visaient d'ailleurs, le plus généralement, que les moyens à mettre en œuvre par le gouvernement pour se procurer les ressources nécessaires à la clôture de l'exercice financier en cause.

« Par contre, un déficit éventuel de la Sécurité Sociale de l'ordre de 45 milliards, dont d'ailleurs la plupart des journalistes ont l'air d'ignorer s'il est relatif à l'exercice en cours ou à celui qui viendra, a suscité de nombreux commentaires, dont les plus anodins et les plus compréhensifs n'en concluaient pas moins que le régime de péréquation sociale que la France s'est donné ne fonctionnait pas pour le mieux.

« C'est avec amertume que nous sommes conduits à constater que les hommes acceptent, sans demander de comptes, un déficit de 600 milliards destiné à financer les besoins militaires, mais se refusent à admettre de payer cinquante milliards environ pour des dépenses qui, en tout état de cause, assureront un peu de mieux-être individuel.

. . . . . .

« Dans ces conditions, nous nous étonnons simplement que le public s'émeuve d'un déficit dont en définitive, il bénéficie sûrement, mais ne s'inquiète pas outre mesure du déficit utilisé à des achats de matériels militaires qui seront fort probablement périmés le jour où ils devront être utilisés. »

(Jean DOMEUF dans « L'Observation Economique » de novembre.)

Nous partageons pleinement l'amertume de Jean Romeuf. Les syndicats ouvriers notamment se devraient de souligner que le déficit de la Sécurité Sociale ne représente que 5 % de celui du budget de guerre, puisque le premier s'élève en définitive à 30 milliards d'après M. Paul Bacon, ministre du Travail, d'autant plus qu'un examen plus approfondi des choses conduirait à un jugement plus sain, et contribuerait largement à défendre la Sécurité Sociale à la fois contre des réactionnaires qui voudraient la supprimer et contre certaine gauche qui voudrait en faire un instrument au service de sa politique.

TROISIEME FRONT SOCIAL

Il ne faut d'abord pas perdre de vue que les dépenses militaires sont le type même de la dépense inflationniste. En mettant sur le marché des signes monétaires et en raréfiant les objets de consommation par la reconversion, on provoque la hausse des prix. Les impôts qui l'accompagnent sont en définitive payés par les consommateurs !

Au contraire les dépenses de la Sécurité sociale retournent intégralement dans le circuit monétaire, et en aidant les familles travailleuses, luttent contre la sous-consommation.

Qu'on s'entende bien, nous avons été et sommes encore contre le recul qu'a été la création de la Sécurité sociale par rapport à l'ancienne organisation des Assurances sociales. En tant que libertaires nous nous devions de nous opposer à l'étatisation d'une organisation qui plus que toute autre devrait être entre les mains des travailleurs. Nous nous devions de nous opposer à un centralisme rigide. Ces deux défauts ont d'ailleurs rapidement porté leurs fruits. Ils ont consacré la bureaucratisation des organismes de Sécurité sociale. Les frais de gestion pourraient être réduits. Le désir de contrôler la Sécurité sociale, des différents partis qui se sont succédé au Ministère du Travail, a gonflé exagérément le personnel. L'obligation d'adhérer à un organisme unique, la suppression de l'émulation entre les diverses caisses a eu pour conséquence immédiate de niveler par le bas les avantages sociaux. Ceux qui, à l'intérieur de la Sécurité sociale, conservent encore des régimes particuliers, ont dû lutter énergiquement pour cela.

Seule une gestion sous l'entière responsabilité des intéressés peut supprimer ces inconvénients capitaux.

Mais en aucun cas nos critiques ne doivent mettre en cause l'indispensable, aussi bien sur le plan moral que matériel, solidarité ouvrière. Au contraire, elles doivent confirmer, préciser et accentuer cette solidarité. Notre idéal étant « à chacun selon ses besoins », nous devons appuyer de toutes nos forces toutes applications pratiques de ce principe, faire en sorte qu'il régisse toujours plus avant nos relations sociales. Excepté à propos de la prime à la première naissance, là encore, nous devons lutter parallèlement sur deux fronts, et constituer le troisième front.

La révolution sociale peut seule permettre l'émancipation des travailleurs et amener la justice sociale, mais nous ne devons pas pour cela négliger la lutte quotidienne à l'instar de ceux qui nous promettent le bonheur dans l'autre monde.

Au contraire toute victoire de nos principes dans cette lutte constitue un pas en avant vers cet idéal.

LA CAUSE DU DEFICIT

La première et la principale cause du déficit de la Sécurité Sociale est l'écart qui existe entre les salaires et les prix, écart encore plus grave que celui qui existe entre les objets de consommation usuelle et les salaires. Les frais médicaux sont au coefficient 54 par rapport à 1938, les frais chirurgicaux à 70, les produits pharmaceutiques à 67 et les frais d'hospitalisation à 115. Par contre les cotisations sont proportionnelles aux salaires restés bien loin derrière au coefficient 12 ou 13, encore une fraction très importante de la masse des salaires ne paie-t-elle pas de cotisations, le plafond étant fixé à 22.000 francs par mois.

La masse des chômeurs représente un manque à gagner annuel de plus de 1.500.000.000.

Il convient de souligner là le plus grave problème de la Sécurité sociale: en période de chômage, elle se verrait amputée d'une part de ses recettes proportionnelle à l'augmentation de la nécessité de ses services.

REMEDES

Nous voyons donc que les causes les plus criantes du déficit de la Sécurité sociale sont les mêmes que celles du bas niveau de vie des travailleurs. Les remèdes seront donc également les mêmes. En particulier l'échelle mobile des salaires et traitements est une mesure qui s'impose de plus en plus impérieusement. Il est juste de constater que l'augmentation considérable des frais notés plus haut, payés par la Sécurité sociale n'est pas due uniquement à l'augmentation des honoraires des médecins mais surtout aux progrès techniques accomplis depuis l'avant-guerre dans le domaine médical ; progrès qui coûtent fort cher.

Il est non moins juste que les travailleurs profitent au même titre que les autres membres de la collectivité de ces progrès. L'échelle mobile des salaires et traitements leur permettrait d'en profiter pleinement sans mettre en cause l'équilibre du budget de la Sécurité sociale.

Du temps des Assurances sociales, l'entretien des hôpitaux et de leur matériel était assuré en grande partie par le budget du Ministère de la Santé Publique. Aujourd'hui il est laissé à la charge des hôpitaux qui le font retomber presque intégralement sur les caisses de Sécurité sociale. Pourquoi ce qui était à la charge de la collectivité doit-il revenir aujourd'hui à la seule catégorie des salariés ?

Il est inadmissible aussi qu'il soit fixé un plafond aux cotisations de la Sécurité sociale. Dans une élémentaire question de solidarité, chacun doit contribuer suivant ses moyens. Il est particulièrement choquant de voir un travailleur gagnant juste le minimum vital verser 6 % de son salaire à la Sécurité Sociale, alors que celui gagnant 44.000 francs verse 3 % et celui gagnant 88.000 fr. verse 1,5 %. Il serait plus juste de réclamer un pourcentage plus élevé pour les fractions de salaire dépassant 22.000 francs, tous les 22.000 francs par exemple.

Le plein emploi doit être réalisé pour permettre à la Sécurité sociale de fonctionner normalement et comme le parasitisme social est inhérent à notre régime, il faudrait frapper tous les oisifs d'une taxe élevée au profit de la Sécurité sociale.

Quant à la gestion, elle doit être entièrement entre les mains des travailleurs.

CONCLUSIONS

Nous n'avons tracé dans cet article que les grandes lignes du problème. Nous n'avons pas eu l'intention de déterminer si les libertaires devaient être ou non dans l'administration des caisses de Sécurité sociale, ou encore si le statut légal de cet organisme permet de faire en son sein un travail efficace ou si comme pour les comités d'entreprise, ce statut ne donne que le choix entre une action étroitement dirigée vers les fins gouvernementales ou l'inaction, auquel cas les délégués ouvriers ne servent que d'otages pour cautionner une politique antiouvrière. A chacun de penser le problème, nous y reviendrons. En attendant, un examen impartial des faits ne peut que servir la vérité, partant la cause libertaire. Et les travailleurs dans la vie desquels la Sécurité sociale prend une place de plus en plus grande n'ont pas le droit mais le devoir de savoir ce qui s'y passe.

Serge DAURIAC.

Dans le Livre parisien

FAUT-IL croire que la dernière augmentation de salaire nous permette, comme certains le pense, de crier victoire ! Hélas ! non, car on peut bien dire que l'on vient d'essuyer là encore une nouvelle défaite, défaite qui, croyez-le bien, ne se borne pas strictement au plan parisien, mais à toute la profession considérée sur le plan national.

En se plaçant spécifiquement sur le plan local, il faut constater que nous n'avons pas arraché une augmentation de salaire, mais que le paquet de « rognures » que les patrons ont bien voulu nous abandonner après des tractations s'apparentant aux procédés des marchands de tapis (de 15, on descend à 6 pour remonter ensuite, ô ultime sacrifice, à 9,30 qui a été accepté mais non arraché.

Dire que cet état de choses n'a pas été ressenti par de nombreux camarades serait nier la réalité. Mais ce serait aussi nier la vérité en ne disant pas que le Comité intersyndical était d'accord pour que les propositions patronales soient acceptées. (Ce ne sont pas les camarades qui assistaient à l'assemblée de délégués du 15 novembre qui me contrediront). C est d'ailleurs la position de ce dernier qui a solutionné le débat.

Tout cela évidemment paraît paradoxal, surtout lorsque l'on s'est donné la peine de lire l'article du secrétaire général de la Fédération dans « l'Imprimerie française » (n° d'octobre 1950) : « Devant les prétentions patronales, labeuriers, préparez-vous à la riposte. » Et que l'on connaît l'attitude patronale dont l'excuse a été la teneur, paraît-il, virulente de cet article.

Compte tenu de ces deux positions, on aurait pu supposer que « la parole allait être donné à l'action », c'était une erreur. (Il est vrai que cet automne ne nous a pas apporté comme les précédentes son cortège de conflits sociaux. J'avoue en ignorer les raisons profondes, je ne crois cependant pas que le pouvoir d'achat des ouvriers se soit amélioré).

Puisque les pourparlers sont rompus sur le plan national, disent nos dignes représentants, il serait maladroit sur le plan parisien de fermer par une action intempestive une porte qui demain peut s'ouvrir plus largement pour la discussion d une convention collective locale.

Abstenons-nous de discuter la valeur des conventions collectives en général et de celle-ci en particulier, mais contentons-nous de constater l'évolution de la Grrr...ande Fédération du Livre *du corporatisme au localisme.*

En analysant les conséquences pratiques de cet état de faits, on a conclu que nos camarades de province qui sont entrés en lutte, auront du mal, même en cas de « Victoire », à obtenir des augmentations plus substantielles, leurs patrons arguant que, compte tenu des abattements de zone, il leur est impossible de consentir à des sacrifices plus importants que leurs collègues parisiens.

R. CHEREAU.

LE "DRAME" DES CADRES !

LE Figaro du 16-12-50 écrit :

« Si l'on demandait aujourd'hui aux « cadres » français leur position exacte dans la hiérarchie professionnelle, la plupart d'entre eux seraient bien incapables de répondre, qu'ils soient agents de maîtrise, chefs de service ou ingénieurs. Ce chaos, cette ignorance généralisée constituent le drame des « cadres » à l'heure où s'amorce une remise en ordre nécessaire des traitements et salaires ».

Que notre confrère nous excuse si ce « drame » ne nous touche guère au moment où le minimum vital est fixé à 13.500 fr. Il y a à notre avis mieux à faire, quand des familles sont dans la gêne, lorsque l'on voit comme à Saint-Denis les enfants entassés dans des taudis, que de s'inquiéter si le salaire de 70.000 fr. que touche un cadre correspond au coefficient 500 ou 700.

Le Figaro nous parle du dévouement des cadres, mais ce « dévouement » ne nuit pas à leur sens pratique et ils exigent qu'il soit payé le plus cher possible. Quels sens donnent-ils donc à ces mots ? Surtout qu'ils savent bien que cette remise en ordre se fera aux frais des catégories les plus basses.

Les cadres connaissent sûrement cette petite histoire : On demande à un individu si, n'ayant qu'a appuyer sur un bouton pour faire passer de vie à trépas un mandarin chinois et hériter de toute son immense fortune, il ferait ce geste. Les cadres eux, n'hésitent pas et appuient carrément. Seulement le bouton c'est l'élargissement de la hiérarchie, le mandarin chinois c'est leurs compagnons de travail, les manœuvres qu'ils commandent à l'usine et qui doivent vivre avec 13.500 francs par mois. Et ils osent après cela nous parler de dévouement. Ils disent qu'ils regrettent leur études, ce qui prouve que si les études développent le sens moral et l'intelligence elles ne les créent pas. Combien de ceux qui ont commencé à travailler à 12 ou 14 ans auraient été heureux d'avoir une culture qui leur aurait permis de mieux affiner leur personnalité, de libérer à fond leur potentiel moral, d'épanouir plus complètement leur personnalité. Et qu'en pensent nos nombreux camarades qui suivent des cours en dehors de leur travail ? C'est parce que tous ceux-là travaillaient que les cadres ont pu poursuivre leurs études; c'est en définitive la collectivité qui leur a permis de devenir ce qu'ils sont. Et qu'ils se disent bien que si la collectivité a été plus généreuse envers eux qu'envers d'autres ILS EN TIRENT NON PAS DES DROITS MAIS DES DEVOIRS !

Qu'ils prennent en exemple les milliers de militants ouvriers, ils verront que l'on peut consentir beaucoup d'efforts, beaucoup de travail, même beaucoup de sacrifices sans en attendre rien d'autre en échange que la répression. Ils verront là, peut-être, des qualités humaines infiniment plus respectables que de simples connaissances techniques.

OSTRACISME NIÇOIS

DANS un atelier de serrurerie et constructions métalliques de la Ville, un ouvrier habitant Nice depuis deux mois et pour y rester, embauché depuis trois semaines, reçoit une convocation *d'urgence* de l'Inspecteur du Travail, lui stipulant que ne résidant pas à Nice depuis six mois il devait quitter son travail.

Après entrevue avec l'Inspecteur, son cas est en attente. Deux autres ouvriers ont déjà dû quitter cette même usine pour le même motif depuis un an.

Il est déjà inhumain qu'un être ne puisse vivre où il veut, surtout en travaillant, mais il est inconcevable qu'un homme ayant subi toutes les charges sociales soit obligé de quitter un emploi dans une localité parce qu'il n'y a pas six mois qu'il y réside. L'on se demande dans quel cerveau a pu germer une pareille idée, car :

— ou il a les moyens et pourra attendre six mois et travailler à la fin de ce délai, ce qui fera seulement six mois de production perdue...

— ou il n'a pas les moyens et sera obligé de s'éloigner, ce qui est contraire au droit des gens, d'autant plus qu'il aura fait des frais pour y venir, qu'il devra renouveler pour partir.

Bien qu'absurde, si ce système social est légal (ce qui n'est pas contradictoire...) et que le législateur juge cela nécessaire pour obvier au chômage dans certaines villes et en particulier à Nice, il pourrait employer d'autres moyens :

— Au lieu d'inciter par des primes, les Niçois et les Niçoises à procréer, leur faire comprendre avant, que leurs enfants seront chômeurs ou devront s'expatrier ;

— Abaisser la semaine à *quarante heures payées quarante-huit*, le prix des immeubles et logements meublés dans cette ville étant assez fort pour payer les ouvriers du bâtiment un prix raisonnable ;

— Ne pas attendre qu'un ouvrier soit embauché, ayant fait les frais de son installation, pour le licencier, mais faire savoir à l'avance que comme les Etats-Unis ou d'autres pays étrangers, Nice ne veut que des ouvriers autochtones.

Pourtant, Nice a été, dans sa plus grande partie, construite par des ouvriers venus d'ailleurs. Comme les idées se propagent, il est toujours utile pour le progrès que des êtres se déplacent, apportant leur savoir et emportant ce qu'ils apprennent. Il est bien des employeurs qui sont heureux parfois, de trouver une main-d'œuvre qualifiée qui peut leur faire défaut à certaine période. Ce sont ces employeurs qui peuvent savoir si oui ou non ils peuvent embaucher.

Il est à noter que les dirigeants cégétistes et autres n'ont jamais protesté contre cet état de choses particulièrement odieux, qui nous rappelle le trop récent souvenir de la devise : « Travail, Famille, Patrie », paravent hypocrite de toute la réaction fascisante de cette région, souillée par les inutiles et autres prétendus « chefs » ou « élites ».

LE GROUPE DE NICE.

LILLE — S.I.A.

La section lilloise de la S.I.A. organise au profit de sa caisse de secours, le vendredi 29 décembre, à 20 heures, au Cinéma L'Idéal, place Saint-Martin, une représentation de Variétés, avec le concours de camarades amateurs.

Du chant, de la danse, de la prestidigitation.

Tous les antifascistes et leurs familles sont cordialement invités.

Chez ALLARD, à FONT-ROMEU

Ouvriers Cerdans, notre Libertaire (1) *vous a tenu au courant des agissements de certains au sein de l'entreprise Allard, à Font-Romeu. Depuis, les événements ont changé d'aspect : l'ouvrier Castillo, dont l'affaire traîne, se verra cependant dédommagé. Le vieil Italien, Carrier, recouvrera lui aussi son dû, et cela malgré les atermoiements de ces messieurs les entrepreneurs. De plus, nombreux sont les ouvriers Cerdans qui, jadis divisés grâce aux politiciens et réduits à la merci de la maîtrise de chez Allard, rejettent aujourd'hui les syndicats politisés et affirment qu'ils combattront pour le droit à la vie, qui leur est dénié chez Allard !*

Ces ouvriers tiennent à faire savoir, aujourd'hui, qu'ils n'oublieront pas les agissements de certains personnages : ceux de Ducret, le chef de travaux, dur, injuste et méprisant. Ceux de Lopez, qui s'est rendu coupable de détournements au détriment de la misérable paye des ouvriers.

Ceux aussi de Jerez, le marchand et renégat n° 1, secrétaire stalinien de la C.G.T. à Fort-Romeu.

Ceux enfin du sieur Allard lui-même dont nous n'avons pas oublié les positions politiques, durant l'occupation et après...

Une action ouvrière vraiment révolutionnaire s'organise contre la clique patronale du Haut-Canton. Les ouvriers de Font-Romeu *et des* Angles *sont déterminés à mener cette lutte à bien. Ils font appel à tous les camarades Cerdans pour les épauler.*

Un Anar, de Font-Romeu.

N.-B. — *Ecrire à la Commission syndicale de la F.A., 145, quai de Valmy, Paris (10e), qui transmettra.*

(1) « Lib » du 14-7-50.